

DANS LE PORT DU HAVRE

Les syndicalistes C. G. T. ont bloqué le paquebot « Norway »

LIRE PAGE 16

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,80 F; Allemagne, 1,20 F; Autriche, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Danemark, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,20 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Norvège, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suède, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tchécoslovaquie, 1,20 F; Turquie, 1,20 F; Union soviétique, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F.

Taux des abonnements page 12

S. RUE DES ITALIENS

75002 PARIS CEDEX 05

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris n° 690572

Tél. : 246-72-23

La tension entre Israël et les États-Unis

Jérusalem s'indigne de la rencontre entre M. Young et un représentant de l'O.L.P.

Une « gaffe » inévitable ?

Il y a de quoi s'étonner du nouveau incident qui vient de tendre un peu plus les relations israélo-américaines. Il est évident, en effet, que la rencontre informelle entre l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU et le représentant officiel de l'O.L.P. auprès de l'Organisation internationale pour le rapprochement des peuples, la position commune de Washington et de Jérusalem à l'égard du problème palestinien.

Les deux gouvernements sont d'accord pour ne pas reconnaître la « centrale » des fedayin aussi longtemps que celle-ci n'admet pas le droit d'Israël à l'existence et n'entérine pas la résolution 242 du Conseil de sécurité. Cette double condition est amplement suffisante pour exiger l'O.L.P. du processus de paix entamé. Il est, en effet, clair que l'Organisation de M. Yasser Arafat, à moins qu'elle ne décide de se saborder, ne peut ainsi renoncer explicitement à ce qui a été et demeure, fondamentalement, le principal point de désaccord palestinien depuis des décennies.

A moins qu'elle renonce, en échange, qu'Israël reconnaisse, lui aussi, l'existence et la représentativité de l'O.L.P. Or si n'est pas question, on le sait, pour le gouvernement de M. Begin, d'engager le dialogue, on même d'établir le moindre contact officiel, avec une « bande d'assassins ».

C'est sur ce point précisément que divergent les gouvernements de Washington et de Jérusalem. M. Andrew Young, l'ambassadeur américain à l'ONU, a peut-être agi de sa propre initiative, mais il savait sans doute que son gouvernement n'appuierait pas une telle démarche.

Il ne serait pas mécontent, au fond, d'une démarche qui ne deviendrait une « gaffe » que si elle devait être portée à la connaissance du grand public. Cette « gaffe » était peut-être inévitable. M. Young cherchait à obtenir du représentant de l'O.L.P. — et, par son truchement, des pays arabes — l'ajournement « sine die » de la réunion du Conseil de sécurité destinée à formuler une résolution en faveur des droits des Palestiniens. Aucun accord ne s'étant dégagé entre les intéressés, le débat risquait de se solder, au mieux, par une impasse, au pire par une motion anti-israélienne que Washington aurait été obligé de bloquer par le recours à son droit de veto.

Grâce à sa rencontre discrète avec M. Terzi, M. Young avait obtenu satisfaction. Il a agi, en effet, en tant qu'ambassadeur intelligent traitant une situation difficile. Il estime avoir servi les intérêts des États-Unis, d'Israël, et même des pays arabes, qui souhaitent éviter une inutile confrontation diplomatique.

Israël n'apprécie guère ce rapprochement, pas plus qu'il ne comprend la logique du comportement du gouvernement américain à l'égard de l'O.L.P. Comme toute puissance ayant des responsabilités mondiales, les États-Unis ne peuvent se payer le luxe d'ignorer purement et simplement les réalités, si déplaissantes qu'elles puissent être. Le président Carter a beau comparer la « centrale » des fedayin au K.K. Klan, il sait que M. Arafat et ses amis exercent une influence sans partage sur leurs compatriotes de Cisjordanie et de Gaza. Il tient compte encore du fait que l'O.L.P. est reconnue par la quasi-totalité des États membres de l'ONU comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien.

Ne pas en tenir compte serait faire preuve de myopie politique. Le président Carter, garde sans doute à l'esprit les pressions que pourraient exercer les fedayin sur les pays arabes producteurs de pétrole amis des États-Unis.

Les politiciens israéliens ont, eux, il est vrai, des préoccupations d'un autre ordre, notamment électorales, qui les conduisent à adopter des positions intransigeantes. Faut-il en tirer, dans l'immédiat, elles risquent de se révéler stériles, voire dangereuses, à plus long terme.

Israël a élevé une vigoureuse protestation contre la rencontre discrète, fin juillet, de l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, M. Andrew Young avec M. Terzi, représentant de l'O.L.P. Après avoir soutenu que la réunion avait été « fortuite », le Département d'État a été contraint d'admettre que l'ambassadeur américain, qui a reçu un « blâme », avait agi en connaissance de cause et de sa propre initiative.

L'incident a eu comme effet de tendre davantage les relations entre Washington et Jérusalem.

De notre correspondant

Washington. — M. Andrew Young, ambassadeur des États-Unis à l'ONU, est déjà célèbre pour ses écarts de langage. Ses propos sur le rôle « stabilisateur » de Cuba en Afrique, puis la comparaison qu'il avait faite l'an dernier entre les dissidents soviétiques et les « dissidents de prisonniers politiques » aux États-Unis lui avaient valu les froissements de son secrétaire d'État, M. Vance, et de son principal protecteur et ami, le président Carter. Le dernier impair de l'ambassadeur est plus sérieux, tant sur le fond — une rencontre qu'il a eue à la fin du mois dernier avec le représentant de l'O.L.P. à l'ONU — qu'en raison du moment et de la façon dont a été présentée l'incident.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

Le conflit du Sahara occidental

Le Maroc a annexé le territoire évacué par la Mauritanie

Le Tiris-Ez-Gharbia, partie du Sahara-Occidental administrée par la Mauritanie jusqu'à l'accord de paix avec le Polisario, est devenu, mardi 14 août, une nouvelle province marocaine.

Quelques heures avant la cérémonie d'allégeance des chefs des tribus au roi Hassan II, l'armée royale avait publié le bilan de la dernière attaque du Polisario sur Birzanzaram. Selon Rabat, quatre cent sept « guérilleros » du Front Polisario et cent soldats marocains auraient été tués dans les combats. Le Polisario annonçait, pour sa part, quatre cents tués du côté marocain, ainsi que cent soixante-quatre prisonniers.

Sur le plan diplomatique, la reprise des relations, rompues en 1976, entre l'Algérie et la Mauritanie (notre dernière édition du 15 août), a été accueillie sans surprise à Rabat. M. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, a toutefois déclaré que le Maroc et la Mauritanie étaient convenus de maintenir leurs relations « à un niveau opérationnel ». Le ministre marocain a fait cette déclaration après s'être entretenu avec son homologue mauritanien, M. Ould Abdallah, qui a aussi été reçu par le roi Hassan II.

L'annonce faite à Paris par M. Hakim Ibrahim, « ministre des affaires étrangères » de la R.A.S.D. (notre dernière édition du 15 août), d'une « intensification des opérations militaires à l'intérieur du Maroc » n'a pas d'autre part, fait l'objet de commentaires à Rabat.

De notre envoyé spécial

Rabat. — Un frémissement imperceptible dans les rangs de ceux qui connaissent leur protocole royal sur le bout des doigts. L'hymne national retentit. Les dignitaires en djellabas blancs se lèvent dans un bruit feutré : Sa Majesté paraît. Une nouvelle province va entrer dans le royaume — y revenir, dirait-on, — et la cérémonie sera à la hauteur de l'événement.

Au centre de la grande cour du palais-Riad, trois cent soixante représentants des seize tribus du Tiris-Ez-Gharbia, debout face au roi, au prince héritier et à son jeune frère, assis sur des trônes de velours rouge et de bois doré. À droite et à gauche, les corps constitués et de nombreux ambassadeurs arabes et africains. Les photographes s'affo-

(1) L'Oued-Edahab est le nom désormais donné par les Marocains au Tiris-Ez-Gharbia.

Les partis de gauche et le pouvoir

A propos de l'affaire de Radio-Riposte le P.S. dénonce « l'inquiétant tournant du régime de M. Giscard d'Estaing »

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a rejeté « catégoriquement » les propositions de M. Claude Estier, membre du comité directeur du P.S., en vue d'organiser, la semaine prochaine, une réunion des syndicats et partis de gauche pour préparer une riposte commune à la politique économique et sociale du premier ministre. Quant à l'annonce d'une prochaine initiative de M. François Mitterrand pour relancer l'union de la gauche, elle est totalement ignorée par l'Humanité, et M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C., s'est refusé à se livrer à des supputations sur des initiatives « prises en vacances ».

Le P.S. tente de mobiliser les forces de gauche sur un autre thème, celui de la « répression policière » qui s'abat sur ceux de ses dirigeants qui ont participé aux émissions de radio libre : M. François Mitterrand est en effet convoqué par le doyen des juges d'instruction de Paris, le 24 août. Pour le P.S., il s'agit là « d'une tentative d'intimidation » envers « celui qui incarne l'alternative démocratique au pouvoir de la droite ». Il en appelle à la solidarité de tous les démocrates et à l'union de la gauche « sur la base la plus large » pour arrêter cette escalade.

Après M. Georges Marchais, le P.S. promet à son tour au gouvernement, qui est en vacances, une rentrée difficile. Cette communauté d'objectif sous-tend une analyse identique de la conjoncture économique et sociale : chacun s'accorde en effet pour décrire la politique du gouvernement comme « la plus réactionnaire que ce pays ait connue et qui ne s'est faite qu'en son honneur ». M. François Ceyrac, selon l'expression de M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S.

Là s'arrête, semble-t-il, les convergences entre les deux partis de gauche. M. Jean Poperen a certes dénoncé le 14 août l'idée selon laquelle « il n'y aurait plus

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 5.)

EN MER D'IRLANDE

Dix morts et de nombreux disparus dans la course de l'Admiral's Cup

LIRE PAGE 16

Un voyage vers l'Asie

Howrah : deux jours dans un « slum »

par J.-C. GUILLEBAUD

Howrah (Bengale-Occidentale). — Croupion du monde, sentinele de l'Asie, degré zéro du développement, nous y sommes ! C'est à 800 mètres de la gare d'Howrah, ville jumelle de Calcutta, séparée d'elle par la masse limoneuse du fleuve Hooghly, qui sent la vase pourrie et la bouse de buffle. On y arrive dans une cohue de haillons, charrois poussés à bras d'homme, rickshaws beuglant de toutes leurs trompes à poire enroulées sur un des brancards, comme des minicars de chasse. Aujourd'hui, j'en ai ma claque des grandiloquences abstraites sur le sous-développement et des gentils canotiers sur la misère du monde. J'ai envie d'y aller voir de tout près, le cul dans un « slum » (bidonville), accueillir autour d'un bol de riz par des amis qui ne voudront jamais que je dise leurs noms. « J'aimerais, leur ai-je dit, trouver une seule famille qui m'accepte deux jours dans sa quotidienneté. Je me ferai tout petit et méticuleux. » Ils m'ont regardé, mi-figue mi-raisin. Quand, ses idées, on les paye cash de toute sa vie et de toutes ses journées, on se méfie, c'est bien normal, du journal de passage, porté sur les grands adjectifs et l'horreur sur cinq colonnes. Le dernier en date signalé à Howrah a pondé le papier convenue sur « les regards des mendicants, les mains tendues et l'épouvante noire du Bengale maudit ». Et la dignité des pauvres, confrère !

Admis de confiance, j'ai donc promis de ne donner ni le nom du slum (il y en a trois mille à Calcutta-Howrah) ni celui des gens. Tous les prénoms, ici, sont inventés. Mais eux seuls.

On s'installe dans l'une des maisons d'un « buste » (cou-rée), qui en compte sept regroupées autour d'un puits saumâtre. Quand on dit « maison », il faut s'entendre. Comme toutes celles du slum, c'est une pièce de 3 mètres sur 4. Là vivent le vieux Bornod, sa femme et ses huit enfants : dix personnes dans 12 mètres carrés ! Cette densité limite, c'est d'ailleurs celle du slum dans son ensemble : un carré de 800 mètres de côté dans lequel s'entassent cinquante mille personnes et deux mille buffles, parqués à touche touche dans des étables plus ou moins pirates. Dérision de l'histoire : ce terrain, sur lequel le slum s'est répandu comme une moisissure de champignon, abritait jadis les écuries à éléphants du maharajah de Calcutta. Et, puisqu'on en est aux chiffres, allons-y par les plus effrayants. Autour de chez Bornod, dans cette portion de slum, il y a quatre robinets d'eau potable pour dix mille habitants. Depuis deux semaines, trois d'entre sont détraqués. Un seau d'eau fraîche vaut donc ses deux ou trois heures d'attente pour lesquelles femmes et enfants se relaient. Quant aux latrines, il y en a une pour chaque groupe de cinq cents personnes. Là aussi c'est, chaque jour, l'attente qui torture.

On s'est donc accroupi devant la « chambre » de Bornod et les siens. Ça grouille dans le buste, vie communautaire obligée. Une femme, assise sur ses talons près du puits, fait ses ablutions toute habillée, sari collé à la peau et les cheveux mouillés, coulées

d'encre noire sur les épaules. Des assises passées en fièche, en balais, en tribus, en boîtes de conserve et de vieilles planches, vaisseaux de haut bord pour aventuriers de six ans. Dira-t-on jamais assez la joie tonitruante des enfants de pauvres, leurs yeux... On nous dit toujours qu'on fait trop d'enfants, murmure Sita, la femme de Bornod. Mais quel, c'est notre seule richesse, notre seule assurance pour la vieillesse. « Bien rares sont ici les familles qui ont moins de sept ou huit enfants. Sans compter les morts de deux ou trois ans, corps minuscules assassinés par la variole et la faim, qu'on enterre dans les crues, les tambours et les fumées d'encens des femmes de la courée. La mortalité infantile est de deux cent soixante-sept pour mille dans le slum. Plutôt chanceuse, la femme de Bornod n'a perdu, elle, que deux de ses gosses avant qu'ils n'aient trois ans... »

Il m'ont tous dit « Namaste » (« bonjour ») en joignant les mains à hauteur du front. Moune, la fille aînée, a filé en douce chez un des petits marchands de la rue pour m'acheter un verre de thé avec deux gouttes de lait à 3 roupies le litre. J'ai l'impression que, s'il ne restait qu'une demi-roupie dans la maison, elle servirait en priorité à fêter ma visite. On n'oublie pas de sitôt cette hospitalité-là. Un ami sert d'interprète, et nous parlons à petites phrases courtes, interrompues par des sourires et ces hochements de tête bien particuliers qu'on échange entre étrangers pour se persuader qu'on se comprend bien. Comment vivent-ils tous les huit ?

(Lire la suite page 2.)

LES HUIT VOLUMES DE MICHEL MOURRE

Un dictionnaire bibliothèque

Quel nom peut bien prendre la mort quand elle ajoute au verdict de l'irréversible l'immensité d'une injustice ? Son épouse et sa fille, les très rares proches avertis de sa fin prochaine, se posaient la question chaque fois qu'ils se rendaient auprès de Michel Mourre à l'agonie dans une clinique de la région parisienne, pendant le lourd été 1977. A quelques kilomètres, pendant ce temps, son éditeur pressé, pendant son relâche pour les mois à venir la publication du monumental dictionnaire encyclopédique d'histoire, qu'il avait composé en dix ans de solitude.

Rarement l'essor de la création suivit d'aussi près le fin du créateur. Par un torride après-midi d'août, sept ou huit personnes regardaient se refermer sa tombe au cimetière d'Enlène, avec la certitude qu'elle ensermait l'une des plus belles intelligences qu'il ait été possible de connaître.

Presque neuf mois plus tard, des centaines de curieux remplissaient

de leur brouhaha les salons du musée Carnavalet pour accueillir enfin les deux premiers volumes du dictionnaire, ou cours d'une réception offerte par Bordes au Tour de France, se posaient la question chaque fois qu'ils se rendaient auprès de Michel Mourre à l'agonie dans une clinique de la région parisienne, pendant le lourd été 1977. A quelques kilomètres, pendant ce temps, son éditeur pressé, pendant son relâche pour les mois à venir la publication du monumental dictionnaire encyclopédique d'histoire, qu'il avait composé en dix ans de solitude.

Entre la naissance du livre, cette fête pleine de babillages, la silhouette invisible mais présente de l'écrivain foudroyé et l'assassinat du chef de la démocratie chrétienne d'Italie, l'histoire étendait une fois de plus le voile funèbre de la tragédie. Vivant, Michel Mourre aurait immédiatement aperçu dominer cette ombre comme il pénétrait, ébloui tant de sujets durant le long, l'énorme labeur étendu de 1967 à 1977 où, un article après l'autre, il montait pierre à pierre sa cathédrale d'érudition.

GILBERT COMTE.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

Il en est des peuples comme de Cyrano, de Bergerac : ils se servent eux-mêmes leurs histoires drôles avec assez de verve, mais ils ne permettent pas que d'autres les leur servent.

Je comprends assez l'agacement des Belges, surtout quand je songe aux histoires fuyées de mon enfance, dont quelques années plus tard la propagande raciste s'est nourrie en se contentant de les prendre au sérieux.

Le bec et les griffes

Comédiant, tragédiant. On passe de l'un à l'autre sans même s'en rendre compte. Le résultat n'est pas toujours également atroce, mais l'humour est un discours dangereux qui demande à être manié avec délicatesse, car il porte toujours en lui sa dose de mépris. Ceux qui prétendent avoir bon des dents prendre garde de ne point trop picorer s'ils ne veulent recevoir en réponse des coups de griffes.

ROBERT ESCARPIT.

Le Monde

DÉFENSE

idées

Guerre ou dissuasion ?

LES lecteurs du Monde (1) connaissent l'organisation, la mission et même l'emploi tactique prévu de notre armée de terre réorganisée.

Quinze divisions permanentes, dont trois stationnées en Allemagne, d'effectifs élevés mais exigeant néanmoins de passer par un stade de mobilisation de quelques jours pour réaliser leur complet de guerre. On précise que ce corps de bataille aurait pour mission de prendre le contact de l'ennemi, de manœuvrer en retraite pour retarder son avance (2) et - décaler ses intentions - (3) afin de permettre au président de la République de choisir le moment de l'arrêter en décidant d'employer l'arme nucléaire. Derrière ces quinze divisions actives, un nombre égal de divisions de réserve « dérivées » des premières, constituées à la mobilisation, auraient mission d'assurer la protection des points vitaux du pays.

Cette conception repose sur une idée juste : notre pays n'est pas en mesure de livrer bataille contre les forces infiniment supérieures du pacte de Varsovie, il doit donc faire reposer sa défense non dans la bataille mais dans la dissuasion.

Idee juste, mais qui paraît s'exprimer actuellement par une organisation et par des prévisions totalement irréalistes.

Par hypothèse, les Russes ont les agresseurs. Comme tous les agresseurs, ils auront le bénéfice de la surprise. On ne voit pas pourquoi ils y renonceraient et nous consentirions les quelques jours de répit nécessaires pour nous permettre de mener à bien nos opérations de mobilisation. A-t-on donc oublié Pearl-Harbor ? Les Russes ont des forces aériennes gigantesques. S'ils décident d'occuper l'Europe occidentale, ils commenceront par détruire en quelques instants par surprise et nos bases aériennes et nos régiments de l'armée de terre dont ils connaissent les garnisons, et dont ni le personnel ni le matériel ne sont armés (2). Leur armée ne terre balayera ensuite aisément en peu de jours les débris qui pourraient subsister de nos divisions

actives, puis nos divisions de réserve, qui, si l'on en croit ce qu'en dit le Monde, auront une valeur militaire s'apparentant faiblement à celle de nos divisions série B de 1938, de sinistre mémoire.

Hypothèse exagérément pessimiste dira-t-on. On souhaite alors qu'un autre article du Monde le prouve et montre pourquoi l'autre hypothèse s'avérerait, contre toute apparence, réaliste.

Dans la conception actuelle tout repose en tout cas sur l'emploi de l'arme nucléaire. Cette constatation oblige à poser une question de simple bon sens : est-on certain qu'il se trouvera jamais un président de la République pour appuyer le bouton - en ayant conscience qu'il va, de propos délibéré, ravager l'Allemagne méridionale et courir le risque de voir la région parisienne et ses huit millions d'habitants anéantis dans les heures qui suivront ? Ne peut-on pas en douter ?

Un certain François, pseudonyme qui recouvre un lieutenant-colonel breveté, montre dans un livre récent, *La Sixième Colonne*, si les Russes attaquent (3), comment les Russes

par le général G. GEORGES-PICOT

feront tout pour éviter de prendre l'initiative d'utiliser l'arme nucléaire, afin d'obliger la France à « tirer la première » et qu'elle appuie ainsi l'artillerie de sa propre destruction. Et François de conclure que personne n'utilisera jamais l'arme atomique. Ici, on peut faire un rapprochement avec ce qui s'est passé en 1940 : nous avions les moyens de déclencher une guerre des gaz qui eût pu détruire les armées allemandes, mais nous n'avons pas osé le faire parce que notre règlement stipulait que nous n'utiliserions jamais les gaz les premiers et parce que les Allemands se sont bien gardés de les utiliser.

En définitive, notre défense repose actuellement sur une force de dissuasion nucléaire qui a de bien faibles chances d'être jamais employée et sur un petit corps de bataille voué à une prompt destruction. Si l'on a le courage de regarder la réalité, force est d'admettre que nous n'avons pas de défense nationale.

Une défense nationale presque parfaite

Nous n'avons pas de défense nationale parce que nous n'avons pas une « force de dissuasion » susceptible d'impressionner les Russes. Il faut donc nous doter de la seule force de dissuasion qui puisse réellement dissuader les Russes de franchir le Rhin : une « force de dissuasion populaire ».

Depuis un siècle, la France n'a connu qu'une défense nationale presque parfaite : celle issue de la loi de 1905.

Dans la cadre de la mobilisation générale, celle loi prévoyait une « armée de campagne » de soixante-quinze divisions, constituées par les dix plus jeunes classes, selon le système des milices.

Chacune des cent quarante-quatre subdivisions du pays mettait sur pied un régiment actif et un régiment de réserve. Tous les ans, chaque compagnie du régiment actif

incorporait cinquante à soixante hommes de la subdivision. Ces hommes y servaient successivement deux ans en activité, puis trois années dans la réserve, au cours desquelles ils revenaient pendant vingt et un jours la deuxième année pour les manœuvres, et définitivement le premier jour de la mobilisation, pour porter la compagnie à son effectif de guerre de deux cent cinquante hommes les cinq années suivantes, enfin, toujours au titre de la réserve, pour constituer une compagnie de réserve dérivée de la compagnie active. Les mutations d'officiers de carrière étaient très rares, les officiers de réserve formés dans une école où ils entraient par concours accomplissaient leurs six derniers mois de service actif comme sous-lieutenant, chef de section, les sergents qui commandaient demi-sections étaient expérimentés car les ex-

çaient leur commandement pendant la totalité de leur deuxième année de service.

Cette organisation a donné la magnifique armée de campagne de 1914 qui, malgré les surprises, les erreurs tactiques et les revers de la bataille des frontières, a pu réaliser l'exploit de manœuvrer en retraite pendant trois semaines, pour attirer l'ennemi dans une nasse accrochée aux camps retranchés de Paris et de Verdun, le contre-attaquer et gagner la bataille de la Marne.

Elle l'a pu parce que l'armée de milice jouissait de la vertu fondamentale qui est le privilège du système militaire : la force morale, fruit de la cohésion de toutes les unités. La cohésion ! Qualité indispensable pour qu'une troupe soit vivante. Qualité qui a fait la force de notre armée de 1914 et dont l'absence a privé nos unités de 1939 de valeur militaire, comme elle en privera demain nos unités de réserve si on ne les réunit que tous les cinq ou six ans.

Aujourd'hui, dans une organisation qui devra être neuve, il ne faudra jamais oublier cette grande leçon de 1914 et sa contre-épreuve de 1939. Quelle que soit l'organisation choisie, on devra veiller d'abord et avant tout à ce que toutes les unités bénéficient d'une parfaite cohésion. Pour cela, deux règles devront être appliquées : composition et encadrement immuables et appel à l'activité tous les ans de tous les régiments.

Dans son *Veux Essai pour une non-bataille*, écrit en 1975, aussi prophète que celui de de Gaulle en 1934, le chef de bataillon Brossollet, avoir montré les tares de notre organisation actuelle, préconise la création à notre frontière d'un « filet » de 200 kilomètres de profondeur. Vingt-cinq mille de 100 000 kilomètres carrés, les mailles de ce filet seraient constituées par des milliers de points de résistance que l'agresseur ne pourrait saisir et qui permettraient de le détruire. Faible David nous aurions le moyen de vaincre Goliath. Ce filet pourrait être une utilisation locale de la « force de dissuasion populaire » dont la combativité serait d'autant plus forte que nos

guérilleros défendraient leur propre sol. Les Russes sauraient que, s'ils franchissaient le Rhin, ils mettraient le pied sur une fourmilière où, si nombreuses et si puissantes qu'elles soient, leurs forces seraient vouées à une perte certaine. Cela les inciterait peut-être à demeurer sur la rive droite. Nous n'aurions ni à livrer bataille ni à utiliser l'arme nucléaire parce que nous aurions su trouver une défense efficace et compatible avec nos moyens.

Les modalités d'exécution du service militaire sont impossibles parce que, dit-on, l'appelé tout-venant a l'impression de perdre son temps après ses deux mois de classes et que la quasi-totalité des bacheliers sont dégoûtés de servir comme valets de l'armée. C'est sans doute vrai mais ce sont là les effets d'une organisation vicieuse dans son principe, en ce qu'elle coupe de plus en plus l'armée de la nation.

Celle-ci ne retrouvera pas la foi dans sa défense nationale aussi longtemps qu'un nouvel édifice militaire réellement adapté aux perspectives réelles ne se substituera pas à l'édifice actuel.

Notre jeunesse possède des dons intellectuels et des aptitudes techniques que l'on n'utilise pas dans l'armée. Si on les utilisait pleinement, la France pourrait avoir une « force de dissuasion populaire » invincible. Il faut donner aux jeunes classes la responsabilité de constituer et de faire vivre cet édifice.

Mission qu'elles ne tarderont pas à trouver exaltante qui leur redonnerait et par elles redonnerait à la nation tout entière la foi dans la défense nationale qu'elles ont perdue.

(1) Voir la page « Événement » du Monde du 4 avril.

(2) En Suisse, le matériel des divisions blindées est sous roche et leur personnel est dispersé, ce qui ne les empêche pas d'être mobilisés en six heures.

(3) François dit modestement qu'il s'agit d'un roman-fiction. Fiction peut-être l'accord sino-soviétique, encore que l'accord germano-russe de 1939 montre que l'on n'est jamais à l'abri de pareil retournement. En réalité, l'objet de ce livre est de montrer que quel que soit l'arme nucléaire, ne sera employée ni par les Russes ni par la France.

Réplique à...

M. von Kageneck

Dans le Monde du 11 juin, M. August von Kageneck, correspondant de « die Welt » à Paris, regrette que, dans nos tables rondes préparatoires aux élections européennes, on ait soigneusement évité de parler de la défense de l'Europe considérée comme un sujet tabou. A vrai dire, le fait n'est pas nouveau et depuis de nombreuses années la majorité et l'opposition affectent de croire qu'avec la « force de frappe » la défense de l'Europe, l'événement, la crise de l'énergie, etc. Cette anomalie avait déjà été signalée par le journaliste américain Pierre Salinger. Il est fâcheux que ce soient deux journalistes étrangers qui aient le courage de faire entendre la voix du bon sens.

L'article de M. von Kageneck aurait été meilleur s'il était entré avant dans l'analyse de ce que pourrait être une défense européenne. Il semble la voir surtout dans la mise à la disposition de l'Europe de notre force nucléaire stratégique, ce qui, certes, pourrait conduire à l'élimination de la menace atomique par chantages réciproques, mais ce qui ne supprimerait pas celle qu'exercent les forces conventionnelles de l'adversaire incommensurablement supérieures aux nôtres, même intégrées dans l'Otan. Le livre du général Closs *L'Europe sans défense* (1), celui de F. O. Miksche *1970-1980 ou la Capitulation sans guerre* (2) et celui de François (Lt colonel Doly) *La Sixième Colonne* (3) nous renseignent assez bien sur la question.

On pourrait ajouter que nos centrales nucléaires sont autant de bombes atomiques déjà mises en place sur notre territoire et qu'il ne leur manque qu'un amorceur peu coûteux (bombardements classiques, sabotages) pour empoisonner l'atmosphère.

COLONEL CHAMPEAUX.

(1) Editions Arts et Voyages, Bruxelles, 1977.
(2) La Table ronde, 1966.
(3) Stock, 1978.

(Suite de la première page.)

Le vieux Bornod, malade depuis trois ans, ne travaille plus. Une tuberculose incurable le jette tous les quatre matins sur sa paillasse, crachant du sang. Ni lui ni sa femme ne se font d'illusions : il mourra sans doute cet hiver, au printemps prochain avec un peu de chance. Sa femme a trouvé une place dans l'une des minuscules « factories » du slum, qui fabriquent des boutons de vêtements ou des boîtes en feraille pour les trands grossistes de Calcutta. Elle gagne 150 roupies (90 F) par mois. L'un des fils - quatorze ans - travaille, lui, dix heures par jour dans la boutique d'un Kabouli (Afghan), marchand de sari, pour 100 roupies (60 F) ; 250 roupies (150 F) entrent donc chaque mois, en tout et pour tout, dans la famille. Enlevée en 50 pour le loyer et constaté : on survit chez les Bornod avec moins de 3 roupies (1,80 F) par personne et par mois. Le prix d'un litre de lait !

« Il s'en sortent, me souffle l'ami interprète. J'ai calculé que les deux tiers des familles du slum vivaient avec moins de 100 roupies (60 F) par mois. » Selon la saison, le kilo de riz vaut de 2 à 6 roupies le kilo ! Mais vais-je passer deux jours entiers à faire et refaire mentalement ces extravagantes multiplications ? Ne peut-on raconter la vie des gens d'Howrah qu'avec des chiffres, si fous soient-ils ? Je sais seulement que, la semaine dernière, le fils est rentré du travail avec un drôle d'air : il venait de vendre pour le compte de son patron à une belle dame du quartier un sari brodé d'or à 4 500 roupies. Quarante-cinq mois de son salaire à lui, dépensé d'un coup ! Il n'aurait jamais cru que quelqu'un dans toute l'Inde pût disposer d'une telle somme.

Nous réparons travail. Grand sujet de conversation dans le bidonville, où, par souci d'égaliser les chances, on s'arrange pour qu'aucune famille ne dispose de plus d'un vrai salaire d'adulte. Le rêve de tous ici, c'est d'entrer un jour aux chemins de fer d'Howrah, dont les entrées commencent aux portes du slum : salaires royal de 400 à 500 roupies (300 F). Il faut pour cela pié-

tinier des années durant avec le statut de manoeuvre à la journée, s'accrocher ferme, faire des risettes au syndicat qui défend son fief bec et ongles. Bien peu auront cette chance. Les hommes du slum, enfin ceux-là seuls qui jouissent du privilège extraordinaire de travailler, se contentent ordinairement des besognes sous-payées (200 roupies) dans les usines de fute du Bengale ou dans les entreprises métallurgiques dispersées autour du port. Emplois précaires, miraculeux, qu'on s'étonne chaque matin de ne pas avoir perdus. Tant de candidats attendent au portillon, prêts à vous souffler votre place à n'importe quel prix ! Bengale-Occidental, paradis éternel des patrons...

Depuis quelques mois, une nouvelle calamité s'est abattue sur le monstre urbain Calcutta-Howrah (dix millions d'habitants) : les pannes d'électricité. Saturées, à bout de souffle, insuffisantes, les centrales du West Bengal State Electricity Board ont disjoints les unes après les autres. En avril dernier, la plus incroyable des pannes a pétrifié tout Calcutta pendant plusieurs jours, jetant à la rue un bon million de chômeurs supplémentaires. Depuis lors, l'électricité n'est distribuée qu'au compte-gouttes : quelques heures par jour quand tout va bien. Ici, pour les gens du slum, le résultat est simple : quand les usines s'arrêtent, les salaires sont diminués d'autant. Et malheur à celui qui, dans l'usine paralysée, oublierait d'aller pointer quand même quatre fois par jour. Il sera licencié sur-le-champ. Quand on fait survivre sa famille, au plus juste, à l'extrême limite de la famine, avec 200 roupies par mois, imaginez que la moitié du salaire vous soit subitement enlevée !

Seconde obsession des salariés du slum : la maladie, qu'aucune assurance, aucune sécurité sociale bien sûr, ne viendra garantir. Dans ce périmètre infecté, grand carrefour des tuberculoses, lépre, choléra et variole, une seule maladie de quelques semaines, qui équi-

vaut à un licenciement immédiat, peut suffire à faire dérailler, à jamais, le destin de toute une famille. Dans la courée voisine, me raconte-t-on, un père de famille avait réussi l'immaginable tour de force de payer, sur son salaire, l'école pour trois de ses enfants. Le rêve de chacun ! L'école, un diplôme, s'évader un jour du purgatoire par enfants interposés, grignoter un cran sur l'impitoyable échelle sociale de l'Inde...

Le mois dernier, malade, le père a manqué son travail deux « petites journées ». Assez pour être renvoyé aussitôt dans l'exil du chômage et tout au bout de la file immense des sans-emploi. On a retiré les trois enfants de l'école. Ils n'y retourneront jamais. C'est dire si le voisin immédiat de Bornod, qui nous salut en baissant la tête, fait, lui, crever d'envie toute la courée. Employé à plein temps dans une imprimerie de Calcutta, protégé par son syndicat, il bénéficie d'un salaire modeste peut-être

Seulement une routine...

On quitte la courée un moment pour marcher dans les ruelles du slum. Boue fétide, caniveaux bloqués par la vase, détritus à perte de vue... Chaque demi-mètre de rue est boursé à mort, disputé, surpeuplé. Des écopées, grandes comme des coffres à bijoux, se serrent les uns contre les autres. Celle-là vend des « chappatis » (galettes), une autre quelques verres de lait, la suivante des boutelles de boue et poussière de charbon mélangées, de quoi entretenir un feu minuscule.

Ces charrettes, vélos rouillés, doubles de buffles, se fraient leur passage dans la cohue. L'odeur acre des bidonvilles, faite de boue qui brûle, de pourriture et d'excréments, est rendue plus épaisse encore par la chaleur trempée de la mousson. Dans quinze jours, dit l'ami interprète, les pluies vont commencer. Le slum tout entier disparaîtra alors, comme chaque année, sous un bon mètre d'eau noirâtre charriant

(400 roupies), mais plus assuré que celui des sous-manouvres du slum. Ce n'est pas lui qui se plaindrait en tout cas du trajet épouvanté qu'il doit couvrir chaque jour. Comme plusieurs millions de Bengalis, il prend, en effet, l'énorme pont sur le fleuve Hooghly qui déverse dans Calcutta-City le flot humain bouillonnant, mille fois décrit par les chroniqueurs (ce pont détient le record du plus fort taux de passages et de véhicules au monde). A l'aube - il lui faut une heure d'attente de marche pour atteindre son imprimerie - sa silhouette disparaît dans cette monstrueuse coulée de piétons sur laquelle surnagent des centaines de camions, charrettes, autobus à impériale écrasés sous les grappes de passagers et dont la carrosserie de guingois râcle parfois le bitume. Trois heures de marche pour économiser les 50 païses (30 centimes) d'un aller-retour en autobus ; 50 païses à Howrah, c'est un quart de kilo de riz...

des immondices. Pendant des jours et des jours, on connaît l'obsession du mouillé, le cycle infernal de l'humide. Dans chaque maison, l'eau clapote juste au raz du lit unique qu'on aura survélé de quatre mètres. Pendant toute la durée de l'inondation, les nuits seront terribles : dans les familles, on se relaiera sur le lit, seul endroit sec. Deux heures de sommeil à tour de rôle, pendant que les autres attendront accroupis dans la flotte. Ceux qui viennent parfois s'épouvanter des inondations du Bengale, sur lesquelles tirent parfois les journaux d'Europe (pourquoi une année par hasard et pas les autres ?), savent-ils que cet événement n'en est pas un ? Seulement une routine...

Nous passons près d'une mare ignoble dans laquelle s'éclaboussent une poignée d'enfants. Des rires encore, des yeux tout fulgurants de joie. Je comprends la fascination du jeune Français qui vit ici : du

slum, enfoncé jusqu'aux chevilles dans ce qui devrait être le désespoir absolu, la mort et la famine, monte en permanence le grand murmure des enfants, qui travaillent dès l'âge de six ans peut-être, mais qui rient dans la poussière.

« Sans les enfants, a-t-il écrit, ce slum serait un camp de concentration. Avec eux, c'est la vie, le sourire et la joie... »

Des tas de gens nous saluent au passage. Pas un seul ne mendie. Qui a donc écrit que l'Inde tout entière grouillait de mendiants, alors que les seuls à mendier sont les touristes : garas, aéroports, grands hôtels... Cent mètres de marche dans le slum, c'est une vraie traversée du sous-continent. Les habitants qui se bousculent dans cet enclos putride sont venus de tous les États de l'Inde. Madras, Pondichéry, Uttar Pradesh... On parle autour de nous l'urdu et le bengali, l'hindi et cet invraisemblable patois des slums fait de mots rapiécés. Réfugiés musulmans échappés des carnages de la grande partition (1948), paysans chassés de leur terre par la famine, familles attirées par le mirage de la grande ville qu'entretenant, ici comme partout, les récits enjolivés des cousins partis les premiers : le bidonville n'est pas seulement un ghetto pour sous-citoyens, c'est une étonnante tour de Babel, raccourci coloré de la « Mother India ».

« Ecoutez bien, dit mon guide, des gens de toutes sortes se retrouvent ici, c'est vrai. N'empêche qu'il n'y a que trois grandes catégories de familles : celles qui font trois repas par jour, celles qui en font deux, celles qui n'en font qu'un - les plus nombreuses bien sûr... »

Le nez sur ces pauvres chiffres, les pieds dans la crasse d'Howrah, il vient malgré tout un moment où l'on sursaute avec un soupçon d'incrédulité. Arithmétiquement, tous les gens devraient être morts ou mourants. Comment font-ils ? Attablés dans une gargote musulmane, trois planches et un bonnet de nuit, nous posons deux questions. Survivre... Si j'ai bien

compris, la survie et l'espérance s'agrippent quotidiennement ici à trois catégories d'expédients additionnés. Il y a d'abord en marge des salaires misérables, les quelques roupies gagnées, grappillées, à droite et à gauche, par les enfants ou les femmes. Menus profits d'une activité butinante : cette mangue achetée une roupie, cuisinée et revendue avec 20 païses de bénéfice ; cette poignée de charbon récupérée en grattant le sol près de la voie ferrée ; ces 10 païses gagnés par un gosse en prêtant la main au voisin.

Second recours, le plus important peut-être : la solidarité vigilante qui soude les habitants d'une même courée. Elle joue du matin au soir, mais avec d'innombrables délicatesses. Tel enfant d'une trop grosse famille est invité, le soir, au repas des voisins. Tel autre sera carrément pris en charge par un ménage à qui il reste trois grains de riz au bout de la journée. « Avant hier matin, raconte le Français, j'ai trouvé un marmot de huit jours abandonné devant la porte du dispensaire. J'ai à peine eu le temps d'en parler autour de moi que quatre ou cinq femmes, parmi les plus pauvres, se disputaient pour l'adopter. A midi, il était casé... »

Chez Bornod, où nous revenons maintenant pour finir l'après-midi, une ampoule électrique - luxe rare - pend au plafond. Elle vaut son pesant de philosophie. Quand Bornod est tombé malade, ses voisins, un tout petit peu moins misérables que lui, ont prolongé sans le prévenir un fil électrique jusqu'à sa maison, partageant ainsi quelques watts. Coude à coude silencieux, solidarité frileuse : personne n'est jamais seul sur l'étendue du slum.

Reste enfin le dernier moyen, le troisième expédient dont use chacun ici : les dettes. Qui que vous soyez, il y aura toujours à portée de bras un usurier kabouli pour vous prêter 3 roupies... à 100 % d'intérêt par semaine. Jonglant jour après jour avec le désastre, croissant parfois des tonneaux de dettes où s'abîmeront au moins deux générations d'enfants, on triomphe de justesse du plus fabuleux des paris : ne pas mourir trop vite.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.
(A suivre.)
(Voir le Monde depuis le 3 août.)

la violence s'exprime
différentes parties en combat

APRÈS LES PREMIERS APPROCHEMENTS
différentes parties en combat

De nombreuses...
la violence s'exprime
différentes parties en combat

Le Monde

étranger

NAMIBIE

« La violence s'arrêtera si nous faisons partie du règlement »
declare le vice-président de la SWAPO

De notre correspondante

Lusaka. — Tandis que Sir James Murray, envoyé spécial de la Grande-Bretagne, du Canada, de la France, des États-Unis et de la République fédérale d'Allemagne rencontre, lundi 13 août, le gouvernement sud-africain, le comité central du mouvement de libération namibien SWAPO se réunit en Angola pour préparer la future conférence de la Havane (septembre 1979) et se consacrer aux discussions entamées par Sir James Murray. Contacté la semaine passée à Lusaka (Zambie), M. Mityongo, vice-président de la SWAPO, et M. Raga Gengos, directeur de l'Institut des Nations unies pour la Namibie, se sont montrés pessimistes sur les nouvelles initiatives occidentales. « L'Afrique du Sud ne veut pas d'élections avec la SWAPO », a déclaré M. Mityongo. Elle a peur que cette dernière ne gagne. Elle souhaite installer la D.T.A. (Alliance démocratique de la Namibie) au pouvoir et souhaite créer une situation rhodésienne. Seulement, elle n'a toujours pas de Muzorewa, bien qu'elle en recherche un accord. M. Mityongo, président de la SWAPO (dissident de la SWAPO) les a déçus par son manque de soutien.

« Vous ne pouvez pas dire que vous voulez résoudre un problème si vous ne voulez pas parler à vos adversaires. Or, l'Afrique du Sud refuse de nous parler », explique, quant à lui, M. Gengos.

« Le gouvernement, continue le vice-président de la SWAPO, a peur de perdre ses investissements. Il désire créer une sorte de marché commun qui mettrait l'Afrique australe sous son ombrelle. Il nous présente comme communistes. En fait, après l'indépendance, nous les meilleures conditions possibles aux compagnies étrangères. Dans un premier temps nous continuons à même d'échanges avec l'Afrique du Sud. Aucun politicien

ne peut ignorer la présence sud-africaine. Nous ferons comme le Mozambique... les liens économiques sont là. Il ne sera pas question de l'échange des ambassadeurs et l'armée sud-africaine devra s'en aller sur-le-champ, car nous n'en aurons pas besoin. »

La SWAPO, selon M. Mityongo, est prête à appliquer immédiatement le plan présenté par le secrétaire général des Nations unies. Un plan contesté par la République sud-africaine. Celle-ci s'oppose à la création de bases de la SWAPO à l'intérieur de la Namibie et demande que des troupes de l'ONU contrôlent les camps du mouvement dans les pays limitrophes en Angola et en Zambie. La SWAPO, elle, exige autant de bases que les Sud-Africains, « une à Windhoek et une dans le Nord », souligne M. Mityongo. Elle exige aussi que les guerilleros possèdent des armes si l'armée sud-africaine conserve les siennes. « Il serait injuste que les indigènes n'aient pas d'armes tandis que les colons pourraient en posséder », c'est par ailleurs, estime M. Mityongo, à l'Angola et à la Zambie de décider eux-mêmes s'ils acceptent ou non un contrôle de l'ONU.

Tout le monde attend les nouvelles propositions occidentales avec impatience, mais il est clair pour les deux responsables de la SWAPO que si un accord n'est pas possible les combats s'intensifieront. « La violence s'arrêtera si nous faisons partie du règlement, autrement il n'y aura pas de paix », dit M. Gengos.

Christiane Chombeau.

ZIMBABWE-RHODÉSIE

En attendant la réunion de la Conférence constitutionnelle
Le gouvernement britannique a lancé un appel au cessez-le-feu

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement britannique a lancé mardi 14 août aux parties en conflit en Zimbabwe-Rhodésie un appel au cessez-le-feu en même temps qu'il leur a adressé des invitations à la conférence constitutionnelle prévue par les membres du Commonwealth la semaine dernière (éditions datées 15 août), le 10 septembre à Londres (nos dernières éditions datées 15 août). Seuls doivent participer à la conférence, en dehors de la Grande-Bretagne, le gouvernement de l'évêque Abel Muzorewa et le Front patriotique de M. Robert Mugabe et Joshua Nkomo. Cependant les cinq pays dits « de première ligne » — Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie — seront les bienvenus en qualité d'observateurs.

La présence de M. Smith ne serait pas souhaitée

Le Foreign Office s'est refusé mardi à indiquer s'il préférerait que l'ancien premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, ne vienne pas à Londres représenter la minorité blanche. Il s'est borné à répéter que seul l'évêque Muzorewa pouvait décider de la composition de cette délégation qui, comme les autres, comptera douze membres. De source officielle, on laisse cependant entendre que la présence de M. Smith n'était pas souhaitée par le cabinet conservateur britannique. De plus, le révérend Ndabaningi Sithole, chef de la Zanu, donc membre de la coalition au pouvoir à Salisbury, a également déclaré que si certains membres de la minorité blanche, comme M. Smith, se désolent de la situation, ils ne devraient pas participer aux négociations.

Un cessez-le-feu « renforcerait considérablement les perspectives de réussite de la conférence », selon le message officiel adressé par Londres aux deux parties. Cependant, sources d'extrême gauche

raïssaient avant cette conférence, le cabinet conservateur s'est abstenu de proposer une date pour l'arrêt des hostilités.

La conférence de Londres, souligne-t-on à White Hall, aura pour seul objectif un accord sur une nouvelle Constitution pour un Zimbabwe indépendant. La réussite éventuelle sur ce point conditionnera l'examen ultérieur des problèmes cruciaux de la période transitoire, notamment la composition des futures forces armées et l'organisation des élections.

Londres a joint à ses invitations une liste de onze propositions pour l'abolition de la nouvelle Constitution. Elles prévoient un régime parlementaire composé d'une Assemblée élue au suffrage universel dont le premier ministre serait membre et d'un Sénat issu d'un scrutin « indirect ». Une minorité de sièges dont le nombre sera négocié reviendrait à la communauté blanche. Les difficultés les plus importantes pourraient venir de l'attitude du parti politique face à ce dernier point.

Interim.

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le défenseur de Steve Biko choisit l'exil

Correspondance

Johannesburg. — M. Shum Chetty, avocat septuagénaire, un des plus célèbres avocats d'affaires politiques en République sud-africaine, a quitté clandestinement son pays le week-end dernier pour se réfugier en Botswana, avant de se rendre en Grande-Bretagne où il vient d'obtenir l'asile politique.

M. Chetty fut l'avocat de la famille du chef de la conscience noire, Steve Biko, mort en détention il y a environ deux ans, et celui des onze jeunes étudiants

SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc a annexé le territoire évacué par la Mauritanie

(Suite de la première page.)

Les Sahraouis, ceux de Versailles, misérables dans leurs babouches rapiécées et leur gandoura poussiéreuse, s'inclinent trois fois, pendant que retentissent les youyous de leurs femmes. Hassan II n'arrête qu'au bout de leur élan les chefs des tribus qui veulent lui baiser la main. Quatre serviteurs thèlent un lourd sac de présents jusqu'au trône. Des tapis ? De la vaisselle précieuse ? Non, seize fusils mitrailleurs flamboyants, qui passent des mains du colonel Dlimi à celles du roi, puis à celles des chefs des tribus.

Après trois jours d'incertitude, l'état de fait créé la semaine dernière à Dakhla par la levée des couleurs marocaines sur la bourgade, vient d'être légalisé. En ville, on distribue la dernière édition de Maroc-Saïr, dont la « une » présente, en guise d'éditorial, la nouvelle carte du pays. L'Oued-Eddahab a déjà deux députés au Parlement marocain, et son drapeau a rejoint ceux des autres provinces au mausolée de Mohammed V.

Dans son discours, Hassan II, le teint pâle et les traits défaits par la fatigue, déclare : « Soyez les bienvenus et rendez tous grâce à Dieu

d'avoir voulu unir nos citoyens du sud avec ceux du nord. » Puis, il lance à « ceux qui nous combattent » (le Polisario) un appel bien préoccupant pour les dirigeants de Nouakchott. « Nous savons, explique le roi, que vous êtes, dans votre écrasante majorité, des Mauritanais. Votre pays, la Mauritanie, est toujours d'hui l'ennemi et le besoin de tous ses fils pour assurer son épanouissement. Reprenez donc la droite chemin et retournez dans votre pays qui est notre ami et qui a tant besoin de vous. »

Le rapatriement des troupes d'élite marocaines stationnées au Sahara avait été terminé ce mercredi. Quelques heures avant le cérémonial d'alignement, l'armée royale publiait le bilan de la dernière attaque du Polisario samedi sur Birzanzan, dans la province de Boujdour : près de trois mille « mercenaires » formant une colonne de cinq cents véhicules, auraient pris part au raid ; quatre cent sept guerilleros et cent soixante marocains (2) auraient été tués dans les combats qui se sont achevés à l'aube.

Bernard Guetta.

(2) Le Polisario faisait état, pour sa part, de « plus de quatre cents tués » du côté marocain, ainsi que de cent soixante-quinze prisonniers et trois cents blessés.

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Croisière studieuse du chancelier Schmidt en Pologne et au Danemark

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt entame mardi soir 14 août sa Baltique à bord d'un vieux goélette pour rendre visite à ses deux « amis », MM. Anker Jørgensen et Edvard Gierke, le premier ministre danois et le chef du parti communiste polonais.

M. Schmidt, qui aime cultiver les rapports personnels avec ses collègues étrangers, s'est fait une spécialité de ce genre de croisière qui joint l'utilité à l'agréable pour un Allemand du nord passionné par la voile.

Déjà en juillet 1978, il s'était rendu au Danemark en compagnie de l'ancien premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, à bord du même voilier. M. Schmidt n'hésiterait pas à prendre ce « politicien de qualité, dans son équipe, disons comme ministre du travail ». L'intéressé n'a pas encore fait connaître sa réponse à cette proposition alléguée.

(Interim.)

Espagne

Un plan de libéralisation de l'économie

Madrid (A.F.P.). — Le développement de l'économie de marché, la libéralisation du commerce extérieur, l'adaptation des structures industrielles à la crise et la modernisation salariale pour lutter contre l'inflation sont les lignes directrices du plan économique à moyen terme élaboré par le gouvernement espagnol.

Présenté mardi 14 août à la presse par M. Fernando Abril Martorell, vice-président du gouvernement, chargé des affaires économiques, et Jose Luis Leal, ministre de l'économie, ce plan est arrêté à l'horizon 1982. Il prend en considération la perspective, pour l'Espagne, de préparer

sa prochaine intégration à la Communauté économique européenne.

La croissance annuelle de l'économie espagnole au cours des trois prochaines années devrait, selon le plan, dépasser d'un ou deux points celle des pays industrialisés, estimée elle-même à un taux annuel de 2 ou 3 % pour la même période.

Les principales mesures concertées proposées par le plan sont : la retraite obligatoire à soixante-neuf ans et aide aux retraites anticipées à partir de soixante ans ; programme annuel de 10 milliards de pesetas (650 millions de francs) devant favoriser les investissements privés, principalement ceux des petites et moyennes entreprises ; restructuration de la sidérurgie et de la construction navale pour l'adapter à la demande existante ; élimination du commerce extérieur d'état dans un délai de deux ans ; simplification des procédures d'aide à l'exportation ; simplification des formalités conditionnant les investissements étrangers ; introduction progressive de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) ; soumission des entreprises publiques aux lois du marché, les subventions ne revêtant qu'un caractère exceptionnel.

Asie

Irlande du Nord

DIX ANS APRÈS LES PREMIERS AFFRONTEMENTS ENTRE CATHOLIQUES ET PROTESTANTS
Les différentes parties en conflit campent sur leurs positions

De notre envoyé spécial

Belfast. — Dix ans après les premières émeutes entre catholiques et protestants dans le quartier du Bogside, à Londonderry, et dans celui de Falls, à Belfast, les habitants de l'Irlande du Nord reconnaissent avec lassitude que l'analyse politique incline au pessimisme et que rien n'a changé ou peu s'en faut.

Le gouvernement de Londres — comme les autres parties intéressées — admet par la voix de M. Humphrey Atkins, secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord (150 000 habitants), qu'on y trouve deux traditions politiques, deux cultures antagonistes. Déterminé à débloquer la situation, M. Atkins estime qu'il faut du temps.

« Londres », à court terme, doit faire face sur le terrain au terrorisme de l'IIRA provisoire qui a repris, depuis six mois, avec intensité ce qu'il n'avait plus depuis deux ans. C'est ainsi que vingt-cinq membres des forces de l'ordre ont été tués pendant les six premiers mois de 1979 contre quatre au cours de la même période en 1978.

Dans ces conditions, le gouvernement britannique n'envisage pas d'abandonner à elle-même la police locale, le Royal Ulster Constabulary, constamment renforcée. L'armée britannique (treize mille soldats) restera sans doute encore longtemps en Ulster, même si son importance numérique diminue régulièrement. Il y a 11 000 policiers, dont 3 300 réservistes à mi-temps.

Leur action conjointe a permis l'arrestation de mille huit républicains qui purgent parfois de longues peines dans les centres pénitentiaires de Maze (Long Kesh), Crumlin road, Magilligan, Port-Laoise, Limerick, Armagh (prison de femmes) et en Angleterre. Parmi ces prisonniers, trois cent quatre-vingts font la grève de l'hygiène et refusent l'uni-

forme carcéral en ne portant qu'une couverture (« the blanket men »). Ces chiffres sont fournis par le mouvement républicain qui cofine le Sinn Féin provisoire et l'IIRA provisoire. Ils ne semblent pas possibles les combats s'intensifieront. « La violence s'arrêtera si nous faisons partie du règlement, autrement il n'y aura pas de paix », dit M. Gengos.

Depuis presque deux ans, la grève de l'hygiène menée par des prisonniers républicains fait l'objet de controverses (le Monde du 15 août 1978). Pour contraindre la campagne qui vise à leur faire octroyer le statut de prisonniers politiques, le gouvernement diffuse des tracts qui montrent les cellules du centre pénitentiaire de Maze « avant » et « après » le passage des « blanket men ». En fait, embarrassées par ce problème humanitaire, les autorités expliquent dans l'un de ces tracts : « Parmi les prisonniers qui observent cette grève, plus de quatre-vingt-dix sont convaincus d'assassinat ou de tentatives d'assassinat. Une centaine sont convaincus d'attentat à l'explosif. Huit membres de l'administration pénitentiaire de l'Irlande du Nord ont été assassinés par des criminels agissant à l'extérieur par solidarité avec les prisonniers. »

L'affichage des protestants à la Grande-Bretagne

Le Sinn Féin provisoire, dont le principal cheval de bataille est exprimé par le slogan « Brits must go » (« les Britanniques dehors »), se nourrit de cette répression et de celle, plus quotidienne, qui consiste en contrôles, interrogatoires et gardes à vue touchant directement ou indirectement un très grand nombre de familles catholiques. Selon le Sinn Féin, le mouvement de 1969, mouvement de révolte émotionnelle, est devenu politique. Il s'agit donc, le départ des Bri-

tanniques obtenu, de trouver un modus vivendi avec les protestants. Les habitants de l'Ulster, selon lui, ne sont divisés que parce que « les Brits ont créé une petite différence économique entre les classes ouvrières protestantes et catholiques ».

Cette analyse supprime un peu trop rapidement l'attachement « pur et dur » des protestants à la Grande-Bretagne. Les catholiques du Nord travaillent socialement (S.D.I.P.), qui ont un député sur douze élus en Ulster, ont une position infiniment plus modérée. Ils protestent contre l'attitude intransigeante des unionistes (protestants), qui n'accepteraient un accord qu'à la condition de conserver tous leurs pouvoirs et privilèges. Ainsi le S.D.I.P. estime-t-il l'avant de pouvoir se retirer des Britanniques ont encore un rôle à jouer pour rapprocher les deux communautés.

Récupérer le pouvoir

A l'évidence, les positions politiques des partis protestants n'ont rien de commun avec celles des catholiques. Le parti unioniste officiel réclame la formation d'un gouvernement et d'un Parlement à Belfast, le Stormont, alors que ceux-ci ont été dissous en mars 1972. En fait, le parti unioniste voudrait récupérer le pouvoir, le moins en grande partie, en Irlande du Nord. Il s'agit donc de l'Ulster ne garant que l'incinération des ordures, l'aménagement et l'entretien des parcs et des cimetières. Il souhaite que les services sociaux, de la santé, de l'éducation et du logement dépendent à nouveau des organismes de la province. Le terme « quango » (quasi autonomous non government organization) dont on a baptisé ces services de l'état est très à la mode. Le gouvernement rétorque que la politique de Londres n'est affectivement pas la meilleure pour administrer les affaires de l'Irlande du Nord mais qu'il n'en voit pas d'autre pour l'instant.

Passés maîtres dans l'exercice de pressions sur les uns et les autres, les représentants de

LE MONDE
mercredi 15 août 1979
LES BUREAUX
11, rue de Valenciennes
75011 PARIS

051 071424

Le Monde

politique

Les partis de gauche et le pouvoir

(Suite de la première page.)
Le moment lui paraît d'autant mieux choisi que M. Georges Marchais n'a pas craint d'affirmer récemment qu'il est prêt à « s'unir avec le diable » pour faire échouer la politique du gouvernement.
En prenant l'initiative d'une « réunion de l'union de la gauche », les socialistes paraissent chercher une confirmation du bien-fondé de leur ligne politique en même temps que l'occasion de reprendre un avantage tactique sur le P.C.F.
L'attitude du P.S. définitive lors d'un « séminaire » réuni le 18 juin dernier à Massy, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981 (le « Monde » du 20 juin), consistait, d'une part, à affirmer son « ancrage à gauche », et, d'autre part, à ternir l'image du président de la République.

Le premier volet de cette action implique que le P.S. soit présent dans les luttes sociales, en évitant de laisser le champ libre au P.C.F. sur le terrain de la revendication. Le second volet, d'ailleurs lié au premier, veut au chef de l'Etat d'être désormais non seulement en cause par le P.S. : M. Jean Poperen a estimé que la « monarchie présidentielle ne résout aucun des problèmes de ce pays », et le communiqué publié le 15 août sur les poursuites engagées contre les dirigeants socialistes met en cause le président de la République.

En faisant ainsi la preuve que l'argument du « virage à droite » utilisé contre lui ne correspond pas à la réalité, et qu'il est au contraire la cible privilégiée du pouvoir, le P.S. espère ainsi convaincre le P.C.F. de revenir à de meilleurs sentiments unitaires.

M. Mercier (C.F.D.T.) souligne les « positions différentes » de la C.G.T. sur la revalorisation des salaires

« Le discours patronal montre dans la période une sérénité qu'on ne lui connaissait pas. Qu'il affirme que les divisions syndicales l'affaiblissent, qu'il lui permette d'engager une rentrée sociale tranquille relève d'une analyse et d'un pari qui pourraient être dangereux pour lui. Nous devons relever ce défi », déclare notamment M. Albert Mercier, secrétaire national de la C.F.D.T., dans une interview à paraître dans le numéro du 16 août de *Syndicats*, hebdomadaire de la centrale de la rue Cadet.
« Il n'est pas question pour nous, ajoute-t-il, de faire le gros dos et d'attendre des jours meilleurs pour croquer des objectifs », dont les deux principaux restent la revalorisation du pouvoir d'achat et la réduction de la durée du travail. Pour M. Mercier, la revalorisation des salaires « ne peut pas se concrétiser pour tout de suite, elle doit être le résultat d'un processus de lutte » : c'est là une divergence avec la ligne officielle nationale déclinée avec la C.G.T. « La C.F.D.T. entend, assure M. Mercier, les conditions d'une action massive, tenace et efficace. Il est donc évident que nous nous différencions des catégories syndicales, notamment la C.G.T. Mais les choses ne sont pas si simples. »

garantir mais amélioré, et pour le maintien du pouvoir d'achat dans le cadre d'une échelle de salaires de 1 à 6. Au-delà, nous estimons que la notion de pouvoir d'achat s'apprécie différemment. »
Pour ce qui concerne la réduction de la durée du travail, « l'action engagée depuis le début de l'année par la C.F.D.T. », affirme M. Mercier, doit être de longue haleine, car nous sommes conscients des enjeux et de la résistance que patrons et gouvernement nous opposent. Il faut donc poursuivre cette action à la rentrée. Là aussi le secrétaire national de la C.F.D.T. met l'accent sur la « position différenciée » de la C.G.T. qui, « nous l'avons vu avant les congés, dit-il, considère que c'est un objectif parmi d'autres. Cela ne nous a pas empêchés de lancer un appel commun à l'action sur cet objectif. »
« Nous ne jouons pas le jeu de la C.G.T. », dit-il, « nous ne sommes pas du tout d'accord sur la proposition de 35 heures, nous ne sommes pas du tout d'accord sur la proposition de 35 heures, nous ne sommes pas du tout d'accord sur la proposition de 35 heures... »

terrand, qui seront exposées lundi à Anglet, dans les Pyrénées-Atlantiques.
Mais deux éléments conduisent à douter de la possibilité d'une relance d'une union politique. M. Marchais, après avoir évoqué l'union « avec le diable », avait aussitôt précisé : « notre seul but, à nous, communistes, c'est de défendre le monde du travail. Le reste, c'est de la politique politicienne. De plus, le parti communiste est engagé dans la préparation intensive de la fête de l'Humanité, dont il souhaite faire l'événement politique de la rentrée. S'il cherche à favoriser la préparation d'une riposte syndicale, les communistes ne paraissent donc guère vouloir donner une traduction politique aux revendications du moins dans les termes mis en avant par le P.S. »
Faute de pouvoir réussir à relancer l'union de la gauche, le P.S. parviendra-t-il à relancer l'union du monde du travail ? Le refus de F.O. laisse mal augurer du succès d'une telle entreprise.
Dès lors, la gauche devra-t-elle constater une nouvelle fois son impuissance ? Peut-être paiera-t-elle un lourd tribut à l'importance qu'elle accorde à des perspectives tactiques.
Le P.C.F. est plus préoccupé de rééquilibrer le rapport des forces au sein de la gauche. Le P.S. n'a pas passé les plumes ouvertes par le congrès de Metz ; même si, à deux reprises, la direction a pu se servir du soutien du congrès de Metz pour le soutien du congrès de Metz, lors de l'annonce des poursuites engagées contre M. Mitterrand, et de l'annonce de la proposition de M. Estier dans une déclaration faite à Perpignan au journal *l'Indépendant*, proposant un rendez-vous au sommet des organisations politiques et syndicales « sortant dans les luttes », s'annoncent.
« Est-ce un hasard si le juge d'instruction manifeste soudainement de la hâte ? Le maréchal ne pas voir dans le déclenchement des poursuites et la rapidité de la procédure une tentative d'intimidation qui, au-delà du premier secrétaire du parti socialiste et des autres personnes inquiétées, vise, au sein de cette rentrée difficile, l'ensemble des forces populaires. »
Le parti socialiste, désigné comme première cible et comme principal adversaire, en appelle à tous les démocrates. Désormais,

L'AFFAIRE DE RADIO-RIPOSTE

M. Mitterrand est convoqué par le juge d'instruction

M. Roger Lecante, doyen des juges d'instruction du tribunal de Paris, a convoqué les personnes présentes à la suite de l'émission de Radio-Riposte du 28 juin.
M. Patrick Farblay et Jean Ducrocq, deux animateurs de radio libre qui ont prêté leurs services au P.S. à cette occasion, sont convoqués le 23 août ; MM. François Mitterrand et Laurent Fabius, porte-parole du P.S., le 24 août, et M. Bernard Pannier, sénateur de Paris, le 27 août.

M. Gérard Delfau, membre du secrétariat national du parti socialiste, a publié mercredi 15 août la déclaration suivante :
« L'annonce, le 14 août au soir, de la convocation prochaine de M. François Mitterrand et Laurent Fabius chez le juge d'instruction à propos de l'émission Radio-Riposte, constitue la preuve de l'ingérence toujours plus grande du régime de M. Giscard d'Estaing. Par leur initiative, M. François Mitterrand et ses camarades agissent sur mandat de leur parti, voulant attirer l'attention de l'opinion publique sur la monopolisation de l'information par l'Etat. Or, incapable d'assumer devant le pays la faillite de sa politique, le président de la République jette le masque et il choisit la répression policière contre celui qui incarne l'alternance démocratique au pouvoir et la liberté de la presse. »

c'est la liberté même du combat syndical et politique qui est mise en cause. Seule l'union de la gauche sur la base la plus large peut enrayer à temps cette escalade vers un régime autoritaire. »

« IL Y A UN TASSEMENT DU MOUVEMENT AUTONOMISTE CORSE »

estime M. Edmond Siméoni

« Il y a un tassement du mouvement légal, reconnu, dans un entretien accordé à *Libération*, M. Edmond Siméoni, porte-parole de l'Organisation autonome de l'Union du peuple corse (U.P.C.). J'ai commis une erreur, c'est de croire que la crise économique était de nature à renforcer le mouvement autonomiste, ajoute-t-il, alors que, en fait, la crise a renforcé le clivage local et le pouvoir d'Etat. A son avis, « en période de chômage, de crise, les gens se serrent frileusement sous les ailes de ceux qui peuvent les aider. »
Et si demain, on se heurte à une provocation contre nous, s'interroge le leader autonomiste, pensez-vous que nous devrions immédiatement dire : « La légalité a tout ? » Le maréchal serait trop bête. Non, nous ne sommes pas mariés avec la légalité. »
L'indépendance, au sens strict du terme, n'est pas crédible aujourd'hui en Corse, confirme M. Siméoni. En revanche, l'idée d'indépendance, qui signifie rupture totale avec le lien colonial, est partagée par une grande partie des nationalistes. L'essentiel, pour nous, c'est de ne pas trahir le mouvement national, de ne pas céder à la surveillance. »

AUJOURD'HUI

UN COIN POUR JOUER

Solution du problème n° 15

Au-delà du calembour

Voici quinze manières de lire la phrase :
Cet homme est énormément bête.
Cet homme est énorme et m'embête.
Cet homme est énorme, mais m'embête.
Cet Ohm est énorme et m'embête.
Cet Ohm n'est énorme et m'embête.
Sept Ohm « est énorme et m'embête.
Cet têt ! Mettez Nord. Mais ment, bête !
Cet : « tomette » et Nord m'aime en bête.
Cet « Oh mais », ténor, m'aime en bête.
Cet euh, mes ténors, m'aime en bête.
Cet têt. Mets « ténor », mais ment, bête !
Cet euh met les ténors, mais m'embête.
Cet têt, mes ténors, même en bête !
Sept Oh, mes ténors ! Mais ment, bête !
Ces taut m'talent. Norme et ment, bête !
Etc., etc.

PIERRE BERLOQUIN.

© Copyright « Le Monde » et Pierre Berloquin.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 15 août à 8 heures et le jeudi 16 août à 24 heures :

Le front froid sur la France se déplacera très lentement vers le sud-est accompagné d'une aggrégation pluvio-orageuse. D'autre part, un régime courant perturbé passera sur l'Atlantique, et une nouvelle perturbation pluvio-orageuse abordera demain soir nos régions occidentales.
Jeddi, le temps sera lourd et orageux des Pyrénées orientales à la Provence et des Alpes aux côtes du Nord-Est. Des orages parfois violents se produiront avec des rafales et de fortes précipitations. Cette zone orageuse s'étendra la Corse dans l'après-midi ou la soirée. Ailleurs, le temps sera souvent brumeux et nuageux le matin, en particulier dans le Sud-Ouest et les régions du Centre et du Nord-Est. Au cours de journée, le ciel deviendra plus variable avec quelques éclaircies, mais aussi quelques averses de la Manche au Rhin. Le soir, le ciel se couvrira près de l'Atlantique, et de nouvelles pluies se produiront au début de nuit, accompagnées d'un net refroidissement du vent de sud à sud-ouest.
Les températures maximales seront en baisse sur les régions méditerranéennes ; elles varieront peu ailleurs. Le mercredi 15 août, à 8 heures, la pression atmosphérique se situe au niveau de la mer d'été, à Paris,

de 1 014,6 millibars, soit 761 millimètres de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 août ; le second le minimum de la nuit du 14 au 15) : Alençon, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 25 et 15 ; Bordeaux, 27 et 15 ; Brest, 28 et 10 ; Clermont-Ferrand, 28 et 14 ; Dijon, 27 et 17 ; Grenoble, 32 et 13 ; Lille, 24 et 13 ; Lyon, 32 et 18 ; Marseille, 29 et 21 ; Nancy, 30 et 17 ; Nantes, 31 et 12 ; Nice, 26 et 19 ; Paris - Le Bourget, 26 et 13 ; Pau, 25 et 14 ; Perpignan, 27 et 15 ; Rouen, 28 et 10 ; Strasbourg, 30 et 18 ; Tours, 24 et 14 ; Toulouse, 28 et 18 ; Poitiers-Puy, 31 et 24.
Températures relatives à l'étranger : Agadir, 23 et 20 degrés ; Alger, 32 et 16 ; Amsterdam, 26 et 15 ; Athènes, 28 et 21 ; Barcelone, 29 et 20 ; Berlin, 25 et 15 ; Casablanca, 29 et 21 ; Copenhague, 20 et 15 ; Djibouti, 30 et 21 ; Genève, 31 et 14 ; Istanbul, 28 et 18 ; Jérusalem, 27 et 13 ; Lisbonne, 27 et 16 ; Londres, 20 et 11 ; Madrid, 37 et 17 ; Milan, 30 et 12 ; Moscou, 21 et 10 ; Nalroli, 14 et 17 ; Rome, 29 et 18 ; Rhodes, 27 et 22 ; Stockholm, 20 et 15 ; Téhéran, 33 et 23 ; Tiflis, 28 et 15 ; Tunis, 31 et 17 ; Valence, 31 et 22 ; Zagreb, 26 et 12.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2463

HORIZONTALEMENT

I. Elle aurait été capable de faire battre le cœur de Casanova ; Simple appareil ou peut se voir mainte beauté arrachée au sommeil.
II. Appareil du dent de Bourgogne ; Gaines. — III. Abréviation ; Qui se traduit par « sans ». — IV. On leur manque rien ; Pronom. — V. On se portait très tardivement. Locution. — VI. Le premier venu. — VII. Furent partir ; Succèdent, dans une salle des manifestations diverses. — VIII. Pronom. Suite de numéros ; Dans un bloc opératoire ; Abréviation. — IX. Voz d'été ; Ce n'est pas à n'habiter pas à la faire parler ; Prêtait l'oreille au moindre bruit. — X. VIII sert à faire des additions qui ne sont pas toujours justes ; Rivière. — XI. En démocratie, ne saurait faire loi ; Pousse un cri de bête. — XII. Est mou quand l'usage ne s'y oppose pas ; Symbole ; Furent après une course. — XIII. Voie d'eau ; Fit des efforts pour rendre ; Abréviation. — XIV. En présence de certains calculs, il se contre complétement bouche ; Commune mesure. — XV. N'apprend quand même pas à affier comme un merle ; Fait état de nombreuses choses. — XVI. Copulatif ; Peuple ; Source de richesses variées. — XVII. Outil du pétrole. — et de drôles d'idées ; Jetés sur des planches.
VERTICALEMENT
1. Joue dans les coulisses ; Son avenir est sur l'eau. — 2. Chantait ce qu'il avait à dire ; à son plein quand il a plu. — 3. Abréviation ; Précède un prénom vénéré ; As de carreau. — 4. Souvent absent ; Canal. — 5. Sym-

bole ; Gros accroc dans une nappe ; Fontaine. — 6. S'arrête à Nevus ; Aller de pin en pin. — 7. Figure mythologique ; Son homme n'est pas n'importe qui ; Croisé. — 8. Pronom ; Peut préciser un état ; S'achève un bon devoir. — 9. Nom ; Services de table. — 10. A l'une des extrémités des Pyrénées ; Cruelle ; Flot descendant. — 11. Manque généralement de fraîcheur ; On compte toutes celles que l'on voit passer ; Dans le Gard. — 12. Bien abimées ; Fincée. — 13. Symbole ; Nague (épée). — 14. Le silence n'y est pas exigé lorsqu'on tourne (pluriel) ; Vieille bête ; Pronom. — 15. Equilibré ; Mesures de capacité.
Solution du problème n° 2462
Horizontalement
I. Notaires. — II. Sider. — III. Ville ; S.T.O. — IV. Enée ; Us. — V. Sentes. — VI. Oci. — VII. Orogénie. — VIII. Espérance. — IX. As ; Ron. — X. Légion. — XI. Réau ; Se.
Verticalement
1. Navet ; Ciel. — 2. In ; Ors. — 3. Idée ; Amer ; Oh ? — 4. Ré ; On ; Nains. — 5. Es ; Teint. — 6. Tue ; Ecote. — 7. Rose ; Ente.
GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 15 août 1979 :
DES DÉCRETES
● Modifiant certaines dispositions du décret du 17 mai 1979 pris pour l'application de la loi du 18 janvier 1979 portant modification de l'article 10 du livre V du code du travail relatives aux conseils de prud'hommes et concernant l'établissement des listes électorales en vue du scrutin du 12 décembre 1979.
● Normant le président du conseil d'administration de l'Office national de la chasse M. Paul Liegeon (le Monde du 4 juillet).

P.T.T.

● Un téléphone plus musical. — Depuis plusieurs années, les télécommunications désirent modifier la sonnerie des postes téléphoniques ordinaires que les usagers jugeaient trop stridentes. Des études ont été menées, l'administration est parvenue à définir un timbre plus musical, grâce à l'utilisation du courant alternatif à 25 périodes au lieu de 50. Ces postes seront disponibles à partir du mois d'octobre.

Visites, conférences

JEUDI 16 AOUT
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 13 h. 30, place de la Concord, grille des Tuileries, Mme Frenon : « Le chapeau royal de Dreux ». — 15 h., métro Bourne, Mme Chevillard : « La Bourne de Paris ». — 15 h., palais de Chailot, Mme Saint-Olivier : « Musée des monuments de la France romane » (Classe nationale des monuments historiques). — 14 h. 30, 2, place du Palais-Royal : « Au Louvre des antiques » (l'Art pour tous). — 15 h. 15, rue des Eudoristes : « Le Marais » (Mme Barbier). — 15 h., métro Pont-Marie : « Hôtel de Launay » (Connaissance d'ici et d'ailleurs). — 15 h., place du Fuite-de-l'Ermitte : « La Mosquée de Paris » (Mme Farnand). — 15 h., métro Maillol : « Le village de Saint-Germain-des-Près » (M. Tournier).

Paris

● Paris aux piétons. — L'expérience « Paris-Piétons » est prolongée d'une semaine, jusqu'au 28 août, dans trois des secteurs réservés aux promeneurs depuis le début du mois : chaussée centrale de la place de l'Hôtel-de-Ville, Pont-au-Double et parvis de Notre-Dame.

Vous vous destinez à la gestion des entreprises

Suivez le programme de formation polyvalente
ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE
Intensif, concret, résolument pratique, il offre les avantages exclusifs suivants :
● études de courte durée (9 mois seulement, d'octobre à juin) ;
● travail en petit groupe (30 stagiaires admis par session) ;
● accès au diplôme de « Maîtrise en Administration d'Entreprise » ;
● formation assurée exclusivement par des praticiens, tous cadres, dirigeants ou conseils d'entreprises ;
● contenu couvrant tous les domaines de la gestion moderne : techniques de base, secrétariat général, ressources humaines, finances et comptabilité, organisation et production, marketing et publicité ;
● contrôle systématique et continu des connaissances et performances ;
● études en Suisse, dans un milieu réellement international.
Conditions minimales d'admission : 21 ans, niveau d'études supérieures. Coût total du programme à plein temps : FS 18'000.-. Documentation complète en retournant le coupon ci-dessous au Secrétariat de l'Ecole.

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise, fondé en 1963
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
tél. (021) 22 15 11

Pour ceux qui veulent apprendre le maximum dans le minimum de temps : découpez et retournez ce coupon à l'Ecole de Cadres de Lausanne (adresse ci-contre) ; vous recevrez une documentation complète sur le programme d'Administration d'Entreprise 1979/80.
M.

Le Monde

RENAUD DE VIOLENT

Retr

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Déménager

Le Monde

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

LE CENTENAIRE DE VIOLETT-LE-DUC A LAUSANNE

ARCHITECTURES

Retrouver l'anneau perdu

Le programme des expositions d'été étant cette année assez maigre, l'occasion est belle de passer les frontières et d'aller s'instruire, du côté de la Suisse, par exemple, où Lausanne commémore le centenaire de la mort de Viollet-le-Duc.

Pourquoi Lausanne ? C'est là que Viollet-le-Duc se retira, exilé volontaire, après les désastres de 70 et qu'il passa les dernières années de sa vie dans une maison d'une étonnante simplicité, « la Vedette », hélas détruite en 1975 (l'année du patrimoine européen), qui résumait tous ses principes d'architecture domestique. Il y écrivit ses grands ouvrages d'éducation populaire, l'*Histoire de l'habitation humaine* en particulier, que publia Hetszel (l'éditeur de Jules Verne) et y conduisit encore de belles entreprises, dont la plus importante fut la restauration de la cathédrale, le dernier et l'un des plus critiqués (par les architectes du cru) de ses grands chantiers, celui où apparaît peut-être le mieux les rapports de passion inflexible, de pitié à la fois scrupuleuse et dominatrice qu'il entretenait avec l'histoire.

Bien présentée, bien éclairée par un catalogue qui n'a pas oublié les points de vue anglais et allemands sur les problèmes du néo-gothique et des restaurations médiévales, l'exposition de Lausanne ne prétend pas retracer toute la carrière de Viollet-le-Duc ni éclairer tous les aspects d'une pensée très complexe, l'une des plus originales et peut-être la plus en-

clopédique du siècle dernier. Cette tâche reviendra aux organisateurs de l'exposition qui s'ouvrira à Paris au début de l'année prochaine avec ce retard que la S.N.C.F. qualifie de normal dans les mois qui suivent la libération et qui semble être devenu rituel dans la célébration de nos anniversaires.

On a donc insisté, à Lausanne, sur les dernières années et sur certaines entreprises parallèles, comme la décoration d'un train impérial, dont on nous montre un modèle réduit, exécuté à merveille, et dont un wagon (il faudra le faire venir à Paris) a été récemment restauré pour le Musée des chemins de fer de Mulhouse.

L'exposition n'en dit pas moins l'essentiel sur la formation d'un homme qui fut en somme, tel

Le Corbusier, un autodidacte de génie, sur l'étendue de sa culture, entièrement acquise sur le terrain, et le caractère presque universel de son enquête architecturale, sur les rapports ambigus, mais très sains qu'il entretenait avec une Antiquité alors souveraine maîtresse et stérile régent du quel Malraux. Viollet-le-Duc n'avait rien contre les temples grecs. Il demandait seulement qu'on ne les copie point, déplorant avec son ami Mérimée que l'on en « soit réduit à fabriquer un bateau à vapeur sur le modèle d'une galère antique ». Pour peu qu'on en analysât le principe, l'architecture grecque lui paraissait aussi exemplaire que celle du XIII^e siècle. « Le Parthénon et Notre-Dame, aimait-il à dire, c'est papa et maman. »

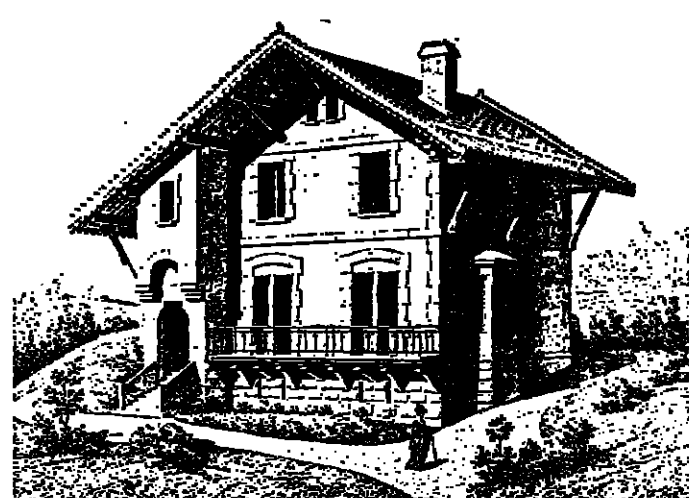
La loi, la vérité biologique

De Notre-Dame, il n'est pas question à Lausanne. Paris s'en chargea, et les autres grands chantiers de Viollet-le-Duc (Vézelay, Avignon, Carcassonne) ne sont évoqués qu'à travers quelques-uns de ces admirables dessins et aquarelles où se manifestent, en même temps que l'extraordinaire virtuosité de son crayon, la sensibilité, la tendresse, pourrions-nous dire, avec lesquels il percevait l'édifice comme un être vivant et par là même fragile, meurtri, en devenir perpétuel. Le dossier de Lausanne est en revanche à peu près complet et analysé avec beaucoup de soin. Pour le détail, nous renvoyons au catalogue,

nous limitant à quelques remarques qui permettront peut-être d'éclaircir les méthodes de restauration de Viollet-le-Duc. À Lausanne, Viollet-le-Duc se trouvait devant un édifice qui, bien que passablement retapé une cinquantaine d'années auparavant, menaçait ruine, surtout au niveau de la tour-lanterne. Le premier architecte restaurateur avait voulu la refaire à l'identique : cela ne tenait pas, cela ne pouvait pas tenir. Viollet-le-Duc imagina donc un parti complètement différent, qu'il déduisit de la structure première de l'édifice, sans se soucier le moins du monde de sa vraisemblance historique.

Voilà le premier élément de la doctrine, par lequel on voit bien que, chez Viollet-le-Duc, le constructeur l'emportait largement sur l'archéologue : comme un animal, une plante, tout édifice naît d'un principe unique, se développe en fonction d'une logique interne qui est la condition de sa vie et de sa survie. Grand admirateur de Cuvier, passionné de géologie et de botanique, Viollet-le-Duc n'a cessé de dire qu'en matière d'architecture seules comptent la loi, la vérité, biologique pourrait-on dire, qu'il est du devoir du restaurateur d'appliquer dans ses dernières conséquences. La tâche de Lausanne (d'ailleurs très réussie) est du pur Viollet-le-Duc et aurait sans doute beaucoup étonné le premier maître d'œuvre. Tant pis pour lui : cette flèche est ce qu'il est, l'édifice étant ce qu'il est. Il s'agit en somme de faire dire à un édifice ce qu'il avait à dire, même s'il ne l'a pas dit.

Cette maquette architecturale, inspirée par un positivisme assez raide, a des inconvénients évidents : la main de compléteur, d'achever, d'embellir, l'obsession de la « cathédrale idéale ». A Lausanne, Viollet-le-Duc prévoyait pour la façade deux tours, qui ne furent pas construites, et un immense portail, qui fut construit après sa mort et qui est fort médiocre. Et étrange qu'il nous paraisse aujourd'hui, un tel projet définissant pour Viollet-le-Duc la fonction même du restaurateur : « Restaurer un édifice, écrit-il dans le *Dictionnaire de l'architecture*, ce n'est



La villa de Viollet-le-Duc à Lausanne.

pas l'entretenir, le réparer ou le refaire, c'est le rétablir dans un état complet, qui peut n'avoir jamais existé à un moment donné. » Quel orgueil ! Et quelle meilleure occasion de dire : n'avez-vous jamais !

En dehors de ce qu'elle suppose de science, de vertu, de labeur souvent inspiré (Carcassonne, après tout, est superbe), une telle méthode est pourtant moins aberrante qu'on ne pourrait croire. Comme les naturalistes qui furent ses maîtres (et comme Balzac), Viollet-le-Duc croyait à la classification, à la diversité des espèces : si chaque édifice a sa vérité, c'est une vérité qui lui est particulière et c'est cette particularité que le restaurateur doit mettre en lumière. A Lausanne même, la silhouette de la cathédrale, lorsqu'on l'aperçoit pour la première fois dominant la vieille ville, frappe par son caractère différent, ingénument local, par une

sorte de pittoresque inattendu et charmant, un peu lourd, pressé, que villageois et l'on voit bien qu'il, comme à Clermont, Viollet-le-Duc n'a nullement songé à refaire, à « rétablir » une cathédrale d'Ile-de-France.

On comprend par là les raisons qui firent de Viollet-le-Duc un voyageur infatigable (et le plus intrépide des alpinistes). Fort impressionné par Gobineau et très proche en cela de Taine, il croyait à la diversité des cultures, des sols, des races, des particularités nationales, des accents de provinces et de terroirs, et l'un de ses plus constants sarcasmes à l'égard des lauréats de l'école des beaux-arts, « bons dessinateurs, nourris de chimères », est qu'ils n'avaient fait d'autres voyages que l'aller-retour Paris-Rome, s'enfermant ensuite dans leurs agences pour imposer aux écoles provinciales la désastreuse uniformité de leurs nécropoles et de leurs temples.

Le plus vertueux des chalets

La nature n'était pas seulement pour lui un répertoire de formes qu'il observait avec autant d'amour que Rousseau, et à laquelle il doit la vigueur de ses motifs végétaux (il est moins à l'aise dans la figure humaine et ses gargarismes ne feraient pas peur à un nourrisson : il était bien trop réaliste pour inventer des machines). Elle ne lui enseignait pas seulement un ordre comparable à celui de l'architecture, comme le montrent ses très curieux dessins des glaciers alpins. Elle lui disait surtout que la belle construction est toujours en dernier ressort un phénomène naturel, à l'exemple de la main de l'homme ou de la ramure du chêne. C'est à Viollet-le-Duc que l'on doit la découverte de l'architecture rurale, et tel Millet à Barbizon ou Vigny regardant de la maison du berger « le crépuscule ami s'endormir dans la vallée », lorsqu'il se fit construire une maison à Lausanne, lui dont on a tellement blâmé la prodigalité décorative ce fut le plus simple, le plus commode et le plus vertueux des chalets.

Un mot encore : le plus grand service que Viollet-le-Duc a rendu à l'architecture, et au patrimoine, c'est d'avoir réglé son compte à la poésie des ruines, d'en avoir fini avec cette complaisance larmoyante à l'égard du déclin qui marque si souvent le premier romantisme. L'idée de « monuments historiques », date, on le sait, de 1830. Auparavant, à l'exception de Hugo et de quelques « antiquaires », personne ne semble se soucier d'arrêter l'effroyable processus de dégradation qui affecte la plupart des édifices civils et religieux après les destructions de l'époque révolutionnaire et (elles furent pures) des premières décennies du siècle. En sortant du Musée des monuments français, où Alexandre Lenoir avait recueilli les tombeaux de Saint-Denis et les

épaves des églises parisiennes, Chateaubriand s'écrie : « A quel bon ? Tout cela est mort, nous avons tué le Père, on ne remonte pas le cours du temps, que la poussière retourne à la poussière, etc. »

Et l'on peut lire dans la préface des *Peintures pittoresques et romantiques*, de Taylor et Molitor : « Nous serons les derniers voyageurs dans les ruines de l'ancienne France qui auront bientôt cessé d'exister et dont l'histoire et les mystères seront perdus pour la génération suivante. » En somme : « Le Incendie de pourpre ou dorment les dieux morts ».

Eh bien ! De tous les hommes de sa génération, Viollet-le-Duc est celui qui a su dire avec le plus de force : « Non, le passé n'est pas mort. Il est nous-mêmes, notre vie, notre raison d'exister. Nous pouvons, nous devons le conserver, le rétablir, le faire plus beau qu'il ne fut jamais. Le barbare, c'est celui qui ne se souvient pas et c'est par la connaissance de l'architecture de l'ancienne France que nous parviendrons peut-être à élever l'architecture de la société nouvelle. » Comme Michelet, comme Hugo et Delacroix, Viollet-le-Duc n'a eu d'autre but que de réintégrer le passé dans le présent, de retrouver l'anneau perdu dans la chaîne des siècles, créant ainsi cette entité mystérieuse, omniprésente, qui s'appelle l'histoire, et quelles qu'en soient les limites, le caractère parfois désuet, ce patriotisme artistique est peut-être ce que le dix-neuvième siècle nous a légué de plus émouvant. C'est un peu à Viollet-le-Duc que nous devons Combray.

ANDRÉ FERMIGIER.

(1) Musée historique de l'Andren-Évêché, 2, place de la Cathédrale. Jusqu'au 30 septembre. Une exposition Viollet-le-Duc est également présentée au château d'Eu (jusqu'au 31 octobre) qu'il restaura et meubla pour le comte de Paris après 1870.

New-York par Berenice Abbott et Elizabeth Lennard

Déménagements photographiques

AMÉRICAINE, Berenice Abbott est venue vivre à Paris en 1928. Elle a été l'assistante de Man Ray pendant deux ans, puis elle a ouvert son propre studio de photographie, au 44 de la rue du Sac. Cootes, Gide, Marie Laurencin, Joyce, sont venus poser pour elle. Mais l'événement important, dans la vie de Berenice Abbott à Paris, fut sa rencontre avec Atget, en 1925 : elle avait vu ses photos chez Man Ray, et elle était allée lui rendre visite dans son atelier de la rue Campagne-Première : elle lui avait acheté des tirages, elle avait même réussi, tout vif et tacheté qu'il était, à le faire venir dans son studio pour le photographier. Quand elle était retournée rue Campagne-Première pour lui montrer le portrait, l'écrivain avait été retiré de la porte, Atget était mort. Le nom de Berenice Abbott reste lié à celui d'Atget, car c'est elle qui l'a fait connaître aux États-Unis, après avoir sauvé beaucoup de ses tirages.



L'exemple d'Atget (1898).

Le Centre Georges-Pompidou expose maintenant, dans la salle d'animation du rez-de-chaussée, le travail personnel de Berenice Abbott, un travail particulier sur New-York, qui s'étend de 1935 à 1939, commandé par l'administration fédérale dans le cadre d'une grande campagne photographique. Il s'agit de quatre-vingt photos à caractère plutôt architectural, et non d'une rétrospective Berenice Abbott, car on a laissé de côté ses portraits, plus à tort qu'à raison. L'ensemble tend à l'austérité documentaire. Au moment où Abbott photographia New-York, elle se place dans une phase évolutive, dans une sorte de creux, d'instant suspendu, tout juste après la pause imposée par la crise, et avant le développement industriel, entre l'ancien et le nouveau monde. Ville-charnier où s'accrochaient encore, résistants, pendeloques archaïques, anachroniques baroques de petits bazzars familiaux.

L'approche est résolument méthodique, « accumulative », régulière, presque monotone. Elle trône la photographie d'archives, qui a sa place dans les registres froids et métall-

ques, et n'acquiert une valeur réelle qu'avec le temps, lorsque l'objet qu'elle illustre ou la technique qu'elle représente ont définitivement disparu. Berenice Abbott se donne comme témoignage d'un changement, d'un glissement : « Voyez comme tout cela va faire long feu, et ne sera plus bientôt, comme le vieux Paris d'Atget, qu'une trace à peine tangible sur du papier glacé. » Ses photos laissent bien cette impression de l'éphémère, de la mort tapie en toute chose. Le parcours est évolutif, et la présentation de l'exposition suit justement, raisonnablement, cette évolution, de gauche à droite, des parons des petites pavillons aux grandes constructions déjà proliférantes. Le contraste est évident, facile entre le gratte-ciel et l'arc de triomphe, et leur juxtaposition dans le même plan : toute une famille de photographes se fonde sur ce contraste d'architecture, de mé-

son enquête topographique, elle se laisse surprendre par de petites choses, une inscription sur une façade, un détail d'escalier ou de jointure de pont. Tous grossissements d'objets qui vont dans le sens d'une exaltation matérielle, et de la fondation du règne industriel, parallèlement à Renger-Patzsch en Allemagne, ou à Lewis Hine dans sa dernière période.

Berenice Abbott n'a pas toujours fait refluer la vie de ses photos : si le visage du commerçant apparaît derrière sa vitrine, elle n'attendait pas qu'il s'évanouisse. Mais dans l'ensemble, le champ de sa photographie est déjà vide, vide comme celui de la nouvelle photographie américaine. A quarante ans de distance, une autre femme se regardait à la photographie New-York, si une semi-coïncidence fait que ce travail récent d'Elizabeth Lennard est exposé simultanément à Beaubourg, dans les ateliers photos. « Changing New-York » s'intitulent les photos de Berenice Abbott ; « Painted New-York » s'intitulent celles de Lennard, qui repoint, sur papier mat, à la peinture à l'huile, par étouffements cotonneux, des vus plutôt banales de gratte-ciel, dans des couleurs à la fois pimpantes et passées, roses, bleus, très warholiennes, et sans doute du bout d'un coton-tige lorsqu'elle ignore une déviation de couleur entre les briques d'un mur, comme Ralph Gibson le fait naturellement à coup de Kodachrome.

New-York n'est plus « en changement » : il se dresse immobile dans son gigantisme, dans ses dimensions surhumaines, et il fallait cet exercice de coloriage pour lui redonner une petite magie, un petit lustre, pour le faire scintiller dans des rivières de lumière peintes, comme sous les pupilles écarquillées d'un absorbant d'hélioscène.

HERVÉ GUIBERT.

* Berenice Abbott, jusqu'au 31 septembre, et Elizabeth Lennard, jusqu'au 26 août, au Centre Georges-Pompidou.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

051071429

ARCHITECTURES

A propos des unités pédagogiques

Un enseignement mal logé

Il y a dans la région parisienne neuf unités pédagogiques d'architecture, baptisées plus familièrement « U.P. », et numérotées de 1 à 9. Trois d'entre elles se trouvent hors de Paris : U.P. 2 et U.P. 5 ont été logées à Nanterre dans des locaux modernes. U.P. 3 réside dans les petites écoles du roi, à Versailles. Dans ce qui aura été le sanctuaire de l'enseignement de l'architecture, l'Ecole des beaux-arts, quel Malakoff (sanctuaire qui comptait jusqu'en 1975 quelque dix mille étudiants), il ne reste plus que U.P. 4 et U.P. 6. L'une et l'autre devaient être à leur tour décentralisées. U.P. 4 serait ainsi transférée à Charenton, ce qui n'est pas forcément le goût de tout le monde. Plusieurs étudiants et enseignants de cette unité ont à ce propos signé une motion dans laquelle ils déclarent « apprendre avec stupeur qu'un permis de construire n° 04 401 (dossier 21-23) venait d'être accordé, le 2 mai 1979, au ministre de l'environnement et du cadre de vie, sur demande de M. Claude Robert, directeur adjoint de l'architecture au ministère de l'environnement et du cadre de vie. (...) »

Avant plus ample information sur l'adaptation totale de ces locaux et de leur environnement à la pédagogie de l'U.P. 4, notamment en ce qui concerne les salles d'exposition et d'art plastique, les soussignés s'élèvent avec indignation contre une opération faite totalement à leur insu. (...) »

L'architecte Jean Brasillier, qui dirige un des ateliers d'U.P. 4, et qui avait déjà fait part au Monde (le Monde du 30 décembre 1977) de son inquiétude devant la séparation géographique des enseignements de l'architecture et des autres arts, expose ci-dessous son point de vue sur ce dernier projet de transfert.

U.P. 1 est installée, si l'on peut dire, dans ce qui a été le couvent royal de l'Annonciation des Récollets puis, de 1860 à 1968, l'hôpital militaire Villamin : ces locaux sont à l'heure actuelle parfaitement vétustes. U.P. 7 avait trouvé à se

loger au Grand Palais. Il était dans les intentions de l'Etat de la transférer dans la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (le Monde du 29 mai), mais, devant le mécontentement des enseignants et des élèves, un compromis a été trouvé, qui, tout en l'écartant du Grand Palais, doit leur permettre de rester dans Paris. La rue de Flandre abrite U.P. 6, la rue du Chevaleret U.P. 8, dans des locaux peu adaptés, au loyer très élevé, mais dont le bail a été renouvelé récemment.

Dans une préface à un tiré-à-part du n° 102 de la revue des Monuments historiques, Jean Musy, directeur de l'Ecole nationale des beaux-arts, écrivait, après avoir évoqué l'encombrement de l'école où étaient regroupés un nombre excessif d'étudiants, et les dépréciations commises dans les bâtiments après 1968 : « Aujourd'hui, tandis qu'une à une les unités pédagogiques d'architecture quittent le quel Malakoff, dans ses bâtiments rénovés et autour de ses enseignements rénovés (le Monde du 15 juin 1978), l'école pour elle-même, M. Taine n'y reconnaît plus tout à fait son jardin : les chemins y sont moins droits et les buissons moins alignés. Mais il réplique : « Aujourd'hui aussi, faudrait-il ajouter, les unités pédagogiques d'architecture, privées de leur jardin, dotées d'une autonomie si satisfaisante qu'elles créent une faillite à longueur d'année sont toujours, pour la plupart d'entre elles, logées comme des nomades : locaux inadaptes, en attendant mieux, et l'attente se fait longue : locaux vétustes, en attendant mieux, et l'attente se fait longue : locaux éloignés de Paris, selon cet étonnant principe de « dispatching » universitaire qui vide la capitale d'une de ses sources de vie, sans pour autant créer plus d'animation dans sa périphérie. »

Il y a quelque chose de paradoxal dans la manière dont l'Etat loge les futurs architectes du pays. F.E.

L'École des beaux-arts va-t-elle disparaître ?

Évoquons récemment auprès d'un ami de notre école la qualité d'accueil et le charme environnant du Royal College of Arts, au cœur de Londres, où l'on pratique l'architecture, la peinture et les arts appliqués.

En effet, si, dès le plus jeune âge, il faut habituer les enfants à la beauté, de même les étudiants doivent être formés dans un climat harmonieux et riche en idées.

Les expériences de plus de quinze ans confirment cette règle : les campus d'Orléans, de Nanterre, de Cergy-Pontoise, etc., ne constituent pas des lieux favorables aux artistes ; la dernière expérience de Nanterre, en particulier pour l'Ecole des arts décoratifs et l'unité pédagogique numéro deux, est concluante ; il reste fort peu d'artistes sur les lieux, l'Ecole des arts décoratifs est retournée rue d'Ulm, en plein quartier Latin, et les meilleurs éléments de l'Ecole d'architecture sont revenus à Paris retrouver l'environnement qui leur était nécessaire.

Au moment où ce mot est très en vogue, on ne peut admettre que Gréteil ou Charenton soient des lieux de culture pour les jeunes vocations d'art ; à Gréteil encore, il y a quelques étudiants avec bibliothèque et cantine ; à Charenton, c'est plus grave ; sans concertation avec les intéressés, on se propose d'affecter aux jeunes artistes de notre école une partie d'un séminaire du siècle dernier abandonné par l'évêché, car les séminaristes y souffraient d'isolement, et excusant leur mauvais goût, par leur séjour prolongé dans ce séminaire néogothique ; depuis leur départ, le parc s'est réduit comme une peau de chagrin au profit de grosses masses immobilières, parmi lesquelles seuls les stockages de Viniprix apportent un peu d'animation.

Il semble que l'on manque

d'imagination et que de petites combines immobilières ou électorales prennent le pas sur les grandes idées nécessaires pour se mettre à l'échelle européenne.

Notre plus grande richesse, le patrimoine artistique qui représente les vocations d'art, ne doit pas être dilapidée, comme c'est le cas depuis trop longtemps : des lieux privilégiés sont stérilisés ou envahis par la bureaucratie. Je pense, puisque l'on parle de réutilisation de séminaire, à celui de Saint-Sulpice, dont seul l'extérieur a été respecté, et qui est inadapté aux bureaux des impôts ; aux beaux ateliers de la rue Jacques-Callot, où il ne se passe plus rien depuis quatre ans, au grand dam d'un quartier grouillant de productions artistiques ; aux loges de l'Ecole des beaux-arts, et à de nombreux ateliers qui y sont stérilisés depuis quinze ans, au détriment des vocations d'art.

Il faut penser que l'architecture, le premier des arts, entraîne dans sa floraison celle des autres arts ; la belle exposition qui s'est récemment tenue en notre école sur Florence et Brunelleschi en est un vivant témoignage.

Au moment où les écoles européennes, comme celle de Göteborg ou d'Edimbourg, viennent chercher le contact avec l'Ecole des beaux-arts, ce n'est pas le moment de se disperser dans une banlieue morte. Face à des écoles vivantes, nous allons nous atomiser dans des lieux médiocres, où nos étudiants seront privés de ces rencontres si passionnantes avec le monde entier qui vient à l'écoute de Paris. Hemingway, qui a su almer Paris après avoir combattu pour la France, a écrit : « Paris est une fête. C'est vital, et c'est aussi une école d'art dont il faut créer les conditions. »

JEAN BRASILLIER, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux.

Pour les salles, voir lignes programmes.

LA GRANDE BOUFFE
MARCELLO MICHEL PHILIPPE UGO
MASIROLANI PICCOLI NOIRET TOGNAZZI
MARCO FERRERI

Il n'est pas fini le temps des gémissements. Le temps de ces rénovations monumentales qui, sous prétexte de faire disparaître ce qu'une morale fort stricte en la matière qualifie de taudis, ont été et restent matière à tant de spéculations, à tant de bonnes affaires. Il reste à achever les grandes opérations en cours, à mettre en route celles qui sont prévues, et, même si l'on sait, fort de trop tragiques expériences, vers quelles catastrophes on est certain d'aller, même si les élus le savent et les électeurs le démontrent, tout cela sera achevé comme prévu. On ne changera pas d'avis, on n'arrêtera rien. On ne parle à l'étranger que d'un Paris masqué, et les Parisiens en voyage savent de quoi il retourne, qui sont presque contraints, si la conversation arrive sur ce triste terrain, de faire leurs excuses et de renier leur ville. Sans doute cela est-il vrai pour d'autres métropoles et pour nombre de villes de province, mais quand

Le temps de la prudence

Rassurons-nous en tout cas, tout continue selon les mêmes principes qu'il y ait ou non des problèmes d'emploi, qu'on ait ou non l'esprit inquiet et quel que soit l'état des consciences.

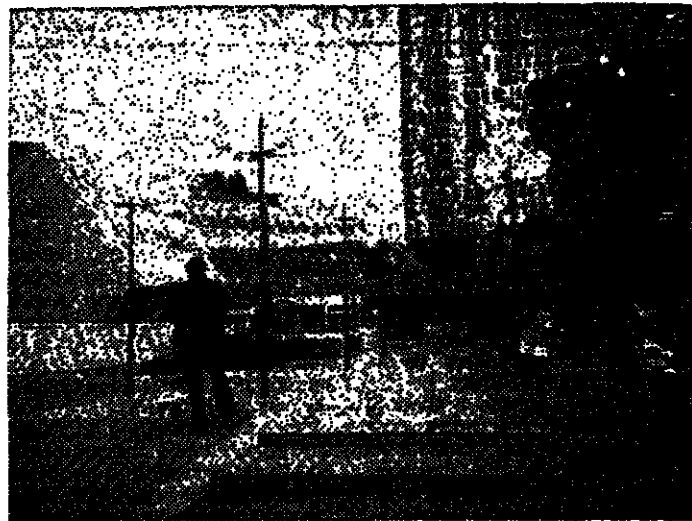
Non, il n'est pas fini le temps des décisions prises par un seul homme au profit des quelques mêmes mandarins dont le talent ne cautionne pas forcément les positions dominantes. Pensons ici, une fois de plus, à l'affaire des Halles. Là, des années durant se sont affrontées l'idée d'un concours et les mesures précipitées. C'est encore le fait du prince qui l'aura emporté, (ce qui serait heureux si le fait était éloquent, mais ce n'est pas le cas), M. Louis Arretche, l'implacable auteur de la nouvelle église de Rouen (le Monde du 24 mai) apparaissant comme le

même, Paris... Paris qui jusque après la guerre était resté si miraculeusement protégé.

Elle n'est pas finie la crise de l'architecture (il faut entendre par là de la mauvaise architecture), moins encore celle de l'urbanisme, et elles ne sont pas à la veille d'être résolues, quels que soient les remaniements ministériels, les belles déclarations ou le bon vouloir de quelques hommes nouveaux. Une remarque : on ne s'est aperçu qu'il y avait crise en ce domaine que lorsque la commande s'est révélée en crise et lorsque, une grande part des grandes rénovations achevées, les responsables locaux et nationaux se sont trouvés réellement responsables d'un spectacle gâché. On s'est ainsi mis à parler de crise après la véritable crise. C'est bien qu'il s'agit de conscience et non d'architecture. Quelle conscience ? Celle des architectes, des responsables, celle qu'ils se renvoient ou celle que l'on veut bien montrer à un public vaguement plus exigeant ?

Les cinq crimes contre l'urbanisme que dénonçait en 1972 Constantin Doxiadis — immeubles trop élevés, dispersion des constructions, constructions non reliées, gigantisme, absence de chaleur humaine — ont été commis et continuent de l'être, bien qu'on en connaisse les mé-

Théories, bonnes



Beaugrenelle vu du Front de Seine.

faits. Quant à Paris, c'est de moins en moins un super-Dre-dre, de plus en plus un sous-Detroit, selon la formule de deux urbanistes américains. Haxan Ozbekhan et Howard Perlmuter. Il faut voir Mémilimontant, le treizième arrondissement rénové, le quinzième arrondissement nettoyé.

Mais ce n'est pas pour autant que les certitudes se sont effondrées. Elles tiennent comme le béton si, comme lui, elles mûrissent et évoluent. Nous avons eu cinquante années de cubes, médiocres ou atroces pour la quasi-totalité d'entre eux : c'était alors la solution, l'absolu auquel chacun devait se plier. Théoriciens et enseignants transmettaient le dogme avec l'assurance de l'inquisition. Aujourd'hui, les mêmes ou peu s'en faut sont passés au dogme opposé, riant avec des précautions variables le quatrième CIAM et la Charte d'Athènes mais affirmant avec autant d'assurance : « Nous nous sommes trompés, mais maintenant nous détenons la vraie so-

lution ! » Et les théories et les dogmes de fleurir : la machine marche à reculons sans changer de ligne, sans changer de vitesse. Si c'est un mieux, il est d'ores et déjà trop tard. Si ces nouvelles certitudes sont aussi vaines que les précédentes, il faut s'attendre que la ville ne s'arrange pas. Peut-être serait-il l'heure de mettre au tiroir ces certitudes et de prendre le temps — pas celui dont on fait de l'argent, celui de la prudence. Peut-être est-ce cela et non les solutions a priori, même si l'expérience a eu lieu, qui pourrait changer quelque chose. La prudence pour les architectes. Et si nous proposons le silence à nos chers urbanistes ?

Prenons l'exemple d'une époque : celle du Front de Seine. Prenons-le parce qu'il aura été un des cocoricos majeurs de Paris, parce qu'un effort particulier s'y est manifesté pour en faire un ensemble homogène.

A l'origine de ce qui n'est pas la gloire de la capitale, faut-il

Le Monde DE LA MUSIQUE

propose au sommaire du numéro 13

LES NOCES DE FIGARO

Le scandale de la création, la musique, la mise en scène et la discographie critique.

LE ROCK AFRICAIN

Un tableau complet dressé sur place de la musique moderne africaine.

MARSEILLE

La célèbre « revue marseillaise » typique des années folles.

LES INVITES

Brandel. Estrella. Baschet. Pablo Casals. Siffer. Stivell. Luis de Pablo. Lavelli.

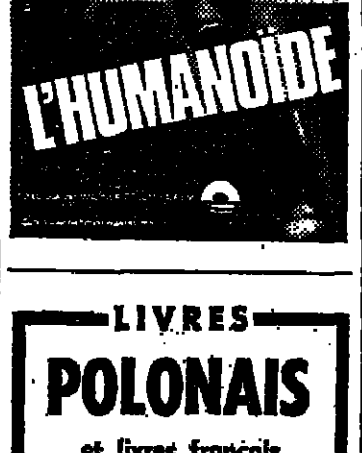
GUIDES et CONSEILS

Construisez vous-même votre clavier. Faites un « tube ». L'ABC des festivals (fin). Les disques. Les concerts.



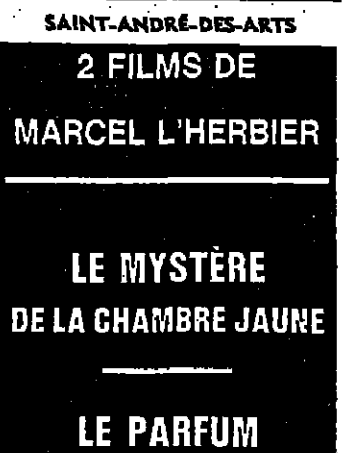
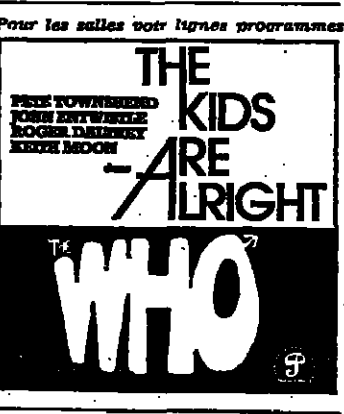
Une publication éditée par **Le Monde et Télérama**

U.G.C. ERMITAGE v.o. - REX v.f. U.G.C. ODEON v.o. - REX v.f. U.G.C. CAMÉO v.f. - MIRAMAR v.f. MISTRAL v.f. - U.G.C. GOBELINS U.G.C. GARE DE LYON v.f. 3 SECRETAN v.f. PARAMOUNT MONTMARTRE v.f. ARTEL Créteil FLANADES Sorcelles



LIVRES POLONAIS et livres français sur la Pologne **LIBELLA** 12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (6e) Tél. 7 329-51-08

REOUVERTURE LE 17



SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2 FILMS DE **MARCEL L'HERBIER** **LE MYSTÈRE DE LA CHAMBRE JAUNE** **LE PARFUM DE LA DAME EN NOIR** d'après les célèbres romans de **GASTON LEROUX**

Pour les salles voir lignes programmes



UN DES PLUS GRANDS FILMS DE TOUS LES TEMPS **LE CHARMES DISCRET DE LA BOURGEOISIE** de **Luis BUNUEL**

TOPIA **CED** **DANTON - V.F.** **COSSOLINI - 3 ANGES** **ANTHONY QUINN** **JAMES MONTAGNA** **PARISIEN D'HOMME**

affaires et simulacre

Le Front de Seine en de Beaugrenelle

Le Front ? Une architecture de « glace », au sens propre et au sens figuré. Une architecture plus que jamais de « façade », née de troubles origines fonctionnelles. Mais il fallait achever l'œuvre. Ce fut et c'est Beauprenelle.

[illegible]

Un simulateur d'architecture, l'alibi du Front de Seine en matière de variété citadine ? Sans doute, mais ce médiocre ensemble a le mérite d'être assez réjouissant et on y est bien accueilli : par la longue pente à arcade, par un monumental escalier côté Seine, si large et compliqué qu'on commence à s'y perdre, pour se perdre aussi ensuite, et avec un certain amusement, dans les couloirs du garage souterrain. On se dit : deux ou trois grosses boules jaunes qui n'ont strictement aucun sens. Pour s'y garer : un parking qui une fois n'est pas coutume ne vous rend pas claustrophobes et dont la signalisation est ingénieuse. Va pour le simulateur.

FREDERIC EDELMANN.

GILDA'S PRESENTE
 La plus folle
 MAGOUILLE
 imaginée par
MEL BROOKS
 Also
 written
 by
 MEL BROOKS
LES PRODUCTEURS
 avec **GENE WILDER** et **ZERO MOSTEL**
 une production de JERRY L. LEVINE, Distributrice aux Editions T&E

FRITZ THE CAT
(Interdit — 18 ans)

une sélection



Peinture de Martin Barré.

cinéma

LE PATRIMOINE DES CINÉPHILES

Au mois d'août, les cinéphiles retrouvent leurs délices et les nouveautés vérifiées des notoriétés consacrées par les histoires du cinéma. C'est le moment où jamais de se plonger dans Jean Renoir, Kenji Mizoguchi, John Huston, Nicholas Ray, la comédie musicale, Humphrey Bogart et les productions de la R.K.O.

LE PARRAIN I ET II DE FRANCIS FORD COPPOLA

A comparer, les deux volets de la chronique spectaculaire de Coppola sur la Mafia sicilienne.

Une des plus belles compétitions d'acteurs qui soit : Marlon Brando, Al Pacino, Robert de Niro.

LE CRI DE MICHELANGELO ANTONIONI

L'autodestruction progressive d'un homme simple qui s'enferme dans son chagrin de l'amour perdu. Une aventure de la souffrance, sans un rayon de soleil.

CECDO DE SEMBENE OUSMANE

Le récit de la lutte africaine et l'oppression religieuse étrangère, au dix-septième siècle. Interdite au Sénégal, c'est une œuvre majeure, à la fois historique et politique, destinée à la plus large audience.

Les Producteurs, de Mel Brooks :

comment exploiter les conduites d'échec pour faire rire. Buck Rogers au vingt-cinquième siècle, de Dan Haller : moins impressionnant que drôle, un retour de la science-fiction aux sources de la comédie américaine. The Kids are alright, de Jeff Stein : retrouvailles mouvementées avec les Who. Corps à cœur, de Paul Vecchiali : une grandiose histoire d'amour.

théâtre

BRUNO GARCIN

AL CAPE D'EDGAR Galerie de portraits dont la férocité est équilibrée par le rêve, par l'infant d'humanité, par un style plein de panache qui n'est pas si fréquent.

DOMINIQUE LAVANANT Depuis des mois elle poursuit, élégante, gracieuse, superbement drôle sa satire des névroses et des mythologies contemporaines. Elle est formidable et intelligente.

ELLE VOIT DES NAINS PARTOUT A LA COUR DES MIRACLES

Juste après Dominique Lavanant, à 22 h. 30, les bouffonneries pince-sans-rire de Philippe Brunson dans sa vision personnelle des aventures de Blanche-Neige.

musique

WEEK-ENDS ALSACIENS

Organisé par l'Association Camerata 2000, le festival de Niederrhein, le festival de la musique de la région alsacienne, se déroule du 18 août au 8 septembre. Les ambitions sont très modestes : fête et culture le 18 août, avec G. Fumet, et soirée lyrique accompagnée au piano le 19 (P. Gulique et S. Simona). Jeunes artistes le 25, récital de piano par G. Hauer le 26, récital de violon le 1er sep-

tembre (O. Meyer-Slat) et, pour la clôture, l'orchestre de chambre de Florheim le 8 septembre.

* Renseignements : Office du tourisme. Tél. : (83) 82-00-01.

AU PAYS DE GEORGE SAND

Comme chaque été depuis douze ans, Gargilesse, paisible village de la Creuse, près d'Argentan, devient pour quelques jours la capitale de la harpe. Sous la présidence effective de Pierre Jamet, le doyen et l'un des plus illustres représentants de l'Ecole française de harpe, des rencontres et des ateliers publics (à 15 heures, du 20 au 23 août) réunissent les élèves de l'académie et plusieurs spécialistes internationaux. Les solistes de l'académie se produiront lors du concert de clôture le dimanche 26 août, mais auparavant, l'équipe de Gargilesse accueillera les Madrigalistes de Madrid (le 23 août), le trio M. C. Jamet, C. Lardé et G. Caussé (le 24 août) et le quintette Taftanel (le 25 août).

* Renseignements : tél. (54) 47-45-46.

L'ITALIE A LUCERNE

Chaque année, les Semaines Internationales de musique de Lucerne (du 15 août au 8 septembre) s'articulent autour d'un thème et savent s'y tenir en évitant les pièges de l'uniformité. Cette fois, c'est l'Italie, de Monteverdi à Scarlatti, en passant par Vivaldi, Corelli, Rossini et Verdi, mais sans oublier Tartini, Cherubini, Casella, Busoni, Nono, Berio, et Busoni. La part belle a été faite à Respighi : sonnets pour violon, concerto grégorien, prélude pour orgue, puis, naturellement, les Fontaines de Rome, par l'orchestre de Boston sous la direction de S. Ozawa, le 21 août, tandis que Karajan et le Philharmonique de Berlin se réservent les Fins de Rome pour le 1er septembre. L'orchestre de Cleveland et L. Mazaré, en revanche, ont fait la sœur d'oreille, ils préfèrent Mendelssohn et Brückner (5 septembre).

* Renseignements : tél. (41) 22-52-12.

Le trio Vidom jouera Schubert, Brahms et Mozart en Gironde : le 16 août à Baye, le 17 à Souillac-sur-Mer et le 18 à l'abbaye de Blasimon. Récital de piano par B. Rigotto au Castellet le 17 août, N. Afriot le 18, A. Cluny, en Bourgogne, et B. Janis le 20, à Menton. Concert Brahms à la Faculté de droit à Paris jeudi 23, par la Philharmonie de Heerlem.

expositions

DORAZIO, BARRE, GALLIEN, GARRELL, CHRYSSA, PIERRE LOEB, DOISNEAU AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS ET A L'ARC

Plusieurs expositions du Musée d'art moderne de la Ville de Paris et de l'ARC, sa salle expérimentale, font de cette maison de l'avenue du Président-Wilson dont on rénove les façades un musée où l'art contemporain se découvre dans la tranquillité des mois d'été. D'abord avec un peintre venu d'Italie, Dorazio, éblouissant arrangeur de couleurs pimpantes et de formes renouvelées ; Martin Barré, le peintre minimaliste ; Gallien le surréaliste ; Garrell l'expressionniste et Chryssa dans ses œuvres récentes. Enfin, l'aventure d'un marchand d'art, Pierre Loeb, et d'un photographe, Robert Doisneau.

A NICE : LA PEINTURE RELIGIEUSE A VENISE AU MUSÉE CHAGALL. Peintures vénitennes des septième et dix-septième siècles d'inspiration religieuse, empruntées aux collections des Musées de France.

CHERS MAÎTRES ET CIE GALERIE DES PONCHETTES Quelque cent cinquante peintres et sculpteurs, du Second Empire à la Belle Epoque, pour la plupart sortis des réserves des musées de Nice.

FLUXUS AU MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN

A 100 mètres de là, une autre galerie d'exposition des musées de Nice propose une vue sur l'art contemporain. Un anti-art, qui a pris le nom de Fluxus International. EX-VOTO DE PROVENCE A LA CHARTREUSE DE LA VERNE Des ex-voto du terroir provençal à la chartreuse de la Verne, dont l'austérité avait saisi la gorge Maupassant lors de son voyage « Sur l'eau », ici, la pléiade populaire, là, une mystique de moins la plus exigeante.

MINO A SAINT-PAUL-DE-VENCE La Fontaine Maeght a fait place à Mino pour l'été : Mino, qui, par ses œuvres, habite les lieux depuis leur création, il y a quinze ans.

NICOLAS MIGNARD AU PALAIS DES PAPES D'AVIGNON Accompagnées d'études et de dessins préparatoires, une vingtaine de toiles, « grandes machines d'église » de Mignard, ont été rassemblées dans la grande chapelle de Clément VI, où elles ont été restaurées ou nettoyées.

DAUMIER A MARSEILLE ET A MENTON A Marseille au musée Cantini, les peintures et les dessins de Daumier ainsi que ceux de ses amis républicains : Millet, Courbet, Corot... Et à Menton sa sculpture, Paris-Moscou, au Centre Georges Pompidou (un énorme rassemblement d'œuvres et de documents, la plupart venus des musées soviétiques, pour évoquer les échanges culturels entre les deux capitales, entre 1900 et 1930) ; l'art en France sous le Second Empire, au Grand Palais (un nouveau regard sur une période mal connue) ; Mer Egée, Grèce des Iles, au Louvre de l'ère du bronze à la période classique. Le Louvre d'Hubert Robert, au Louvre (un dossier très inspiré du département des peintures).

Expositions

CENTRE POMPIDOU Entrée principale, rue Saint-Martin (277-15-33). Informations téléphoniques : 277-11-12. Sauf mardi, de 12 h. à 22 h. ; aux. et dim. de 15 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

PARIS - MOSCOU, 1900-1930. — Jusqu'au 3 novembre.

EMILIE GILLOU Sculptures. — Jusqu'au 8 septembre.

ENVIRONNEMENT DE SOTO. — Hall. Jusqu'à l'automne.

VENTURES D'EXPOSITION INTERNATIONALE DE PARIS, 1937. — Jusqu'au 20 août.

LES ENFANTS DANS LE PARIS DES REVOLUTIONS : 1789, 1830, 1848, 1871. — Jusqu'au 1er octobre.

ATELIER PHOTOGRAPHIQUE : Elisabeth Lennard. — Jusqu'au 26 août.

MUSEE DES SACRIFICES, MUSEE DE L'ART. — Jusqu'au 24 septembre.

ATELIER AUJOURD'HUI : Tony Long - Guy Loez. — Jusqu'au 3 septembre.

LES RUSSES A PARIS, 1919-1933. — Jusqu'au 3 septembre.

SERENICE ABBOTT. Photographies. — Salle d'animation. — Jusqu'au 24 septembre.

CENTRE DE CREATION INDUSTRIELLE

AFICHES DE FILMS SOVIETIQUES ET FRANÇAISES. — Jusqu'au 17 septembre.

R.P.I. KIRSTEIN. — Jusqu'au 28 août.

MUSEES PEINTURES DE FLEURS EN FRANCE DU XVII^e AU XIX^e SIECLE. — Petit Palais, avenue Alexandre-III (235-00-21). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 3 septembre.

GRAVURES DE GOTA (collection Dutilleul) - Dessins de FUVIS DE CHAVANNES - Petit Palais (voir ci-dessus). Entrée : 8 F. Jusqu'au 2 septembre.

MES EGES, GRECE DES ILES. — Musée du Louvre, entrée porte Denon (235-00-21). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 12 F. le dimanche : 6 F. Jusqu'au 3 septembre. L'exposition est complétée, le mardi et le jeudi, à 18 h. 30, par des conférences.

LE LOUVRE D'HERBERT ROBERT. — Musée du Louvre, entrée porte Janvier (voir ci-dessus). Entrée : 8 F. gratuite le dimanche. Jusqu'au 29 octobre.

AUBIGNY - ARCHITECTURES. — Galeries nationales du Grand Palais, porte A, entrée avenue du Général Eisenhower. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 24 septembre.

CADILLAC : Aspects connus et inconnus d'un camion. — Grand Palais, porte C, Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES DU MUSÉE DU LOUVRE - Egypte et éléments de l'Egypte du désert : Petras et la Nabataïe Sculptures françaises de la Renaissance. — France, Ecole de la Renaissance. — Musée d'Art et d'histoire, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. 15.

ATELIER LACOURRIERE-FRELAUT, ou cinquante ans de gravure et d'imprimerie en taille-douce. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40, mercredi, jusqu'à 20 h. 30. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 7 octobre.

L'AVENTURE DE PIERRE LOEB, Galerie Pierre (Paris, 1934-1960). — Musée d'art moderne de la Ville

de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 octobre.

CHRYSSA. Peintures récentes. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 7 octobre.

ROMANISME A GARRELL (1962-1978). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 9 septembre.

PIERO DORAZIO. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 9 septembre.

ANTOINE - PIERRE GALLIEN : peintre à la ligne noire (1919-1959) - MARTIN BARRÉ - ROBERT DOISNEAU : Paris, les habitants qui passent. Photographies. — AOC-Paris, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 2 septembre.

DESSINS POUR LA MAISON POMPIDOU DU PRINCE NAPOLEON. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (235-23-14). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Jusqu'au 1er octobre.

LA CARTE POSTALE D'AVANT GARDE. — Hall du Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 septembre.

LA PETITE REINE. Le vœu dans l'artifice à la fin du dix-neuvième siècle (119 affiches : 1890-1914). — Musée d'Art et d'histoire, 13, rue de Valenciennes (235-00-21). Sauf lundi et mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 23 septembre.

RODIN ET L'EXTREME-ORIENT. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (755-01-34). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 6 F. le dimanche : 3 F. Jusqu'au 20 août.

LES MUSÉES DE L'OR DE BOGOTA. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (235-23-14). Sauf lundi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Jusqu'au 21 août.

TROIS GENERATIONS D'ARTISTES : 1929 - Musée Rodin, 77, rue de Varenne (755-01-34). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Entrée : 6 F. le dimanche : 3 F. Jusqu'au 20 août.

GRAVURES DE GOTA (collection Dutilleul) - Dessins de FUVIS DE CHAVANNES - Petit Palais (voir ci-dessus). Entrée : 8 F. Jusqu'au 2 septembre.

IMAGERIE DU TABAC ET DES ALLUMETTES. — Galeries du SEITA, 12, rue Saint-Martin (355-21-50). Sauf dim., de 11 h. à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

HERBERT ET LE SECOND EMPIRE. — Musée d'Art et d'histoire, 13, rue de Valenciennes (235-00-21). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 5 novembre.

IMAGERIE DE JEANNE D'ARC - L'INVISIBILITE DANS LA MEDAILLE : la médaille religieuse antérieure et aujourd'hui. — Musée de la Monnaie, 11, quai de Conti. Sauf dim. et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre.

VOYAGES EN MONGOLIE. Antiques et films (1912-1913) des collections A. Kahn. Photographies prises en 1978 par C. Leprieux. — Musée Guimet, 6, place d'Iéna (723-61-53). Sauf mardi, de 9 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 15. Jusqu'au 30 septembre.

MODES ENFANTINES (1789-1950). — Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbe (720-83-23). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 10 octobre.

SE VETRE AU QUEBEC (1850-1910). — Musée national des arts et traditions populaires, 4, rue de la Harpe (747-00-80). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 15. Entrée : 6 F. le dimanche : 4 F. Jusqu'au 3 septembre.

POULET. — Musée de Montmartre, 17, rue Saint-Vincent (606-61-11). De 14 h. 30 à 17 h. 30. Dim. de 11 h. à 17 h. 30. Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 septembre.

ANNEE DE L'ENFANT. — Musée de l'Assistance publique, 13, rue Scipion. Mer., sam. et dim., de 10 h. à 17 h. ; jeudi, de 10 h. à 12 h. ; vendredi, de 11 h. à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

TROIS MILLIONS D'ANNÉES D'AVENTURE HUMAINE. C.N.R.S. ET L.A. PERISTOIRE. — Muséum national d'histoire naturelle, 28, rue Geoffroy - Saint-Hilaire (555-02-25, porte 507). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

RITES DE LA MORT. — Musée de l'homme, palais de Chaillot (505-74-22). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

L'ART POPULAIRE DE LA TURMENNIE. — Hall du Musée de l'homme, palais de Chaillot (505-74-22). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.

DESSINS D'ARCHITECTURE. — Hôtel de Sully, 54, rue Saint-Antoine (274-23-22). Sauf mardi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 16 septembre.

LEDOUX ET PARIS. — Rotonde de la Villette, square Léon-Paul, place de la République (235-23-80). Sauf lundi, de 14 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusqu'au 15 septembre.

MEYERS D'ARTISTES Dix artistes, cent vingt-trois œuvres. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (551-35-73). Tous les jours, de 9 h. à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

DEUX SIECLES DE SON ET D'IMAGE. Histoire de l'audiovisuel. — Le Louvre des Antiquités, 2, place du Palais-Royal (237-37-00). Du mardi au samedi, de 11 h. à 19 h. Jusqu'à 3 septembre.

EN PROVINCE

AIX-EN-PROVENCE. Traces et reliefs. — Musée de la Ville d'Arles, 10, rue de la République (21-05-78). Jusqu'au 15 octobre. Présence contemporaine. Œuvres d'Adami, Alechinsky, Debré, Hartung, Tappin, etc. Soles des beaux-arts, rue Rodin 19, jusqu'au 31 août.

ANCY-LE-FRANC. Les chemins de la création. Dessins d'écrivains : hommage à R. Quenecq en octobredix dessins. — Fata, œuvres de 1915 à 1978. — Château. Jusqu'au 18 septembre.

ANGERS. Les travailleurs du climat. Musée des beaux-arts (88-84-45). Jusqu'au 15 octobre.

De la gravure à la tapisserie. — Bibliothèque municipale (88-03-19). Jusqu'au 15 octobre.

ARLES. Alechinsky et Eschsché. — Chapelle de la Charité (96-49-70). Jusqu'au 16 septembre.

Poi Bury : œuvres de 1932 à 1978. — Cimetière Saint-Trophime. Jusqu'au 30 septembre.

AUXERRE. Roman Chetovitch, peintures. — Maison du Tourisme. Jusqu'au 30 septembre.

AVIGNON. Nicolas Mignard. — Palais des papes. Jusqu'au 15 octobre.

SIDART. De l'art et des équivalences : parfums, musique, couleurs. — Musée des épices. Etc.

BILLOM (Puy-de-Dôme). L'art dans la vie. Œuvres de Georges Batillon, Jacques Boudet et Michel Bator. — Salle Saint-Loup. Jusqu'au 24 août.

BORDEAUX. La peinture européenne du dix-neuvième siècle. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 1er septembre.

BOUSSAC. Tapisseries de Dirk Borman. — Château. Jusqu'au samedi 1er septembre.

BRUAUX-SAINT-GERMAIN. Martine Bouleau, sculptures. — Château. Jusqu'au 15 septembre.

CALAIS. Peintures : signaux, gravures, photographies et musées. — Musée. Jusqu'au 23 octobre.

CHATEAUBROUX. Céramique française contemporaine. — Convent des Cordeliers (75-71-40). Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman en Anjou et Saintonge. — Musée (85-01-20). Jusqu'au 30 septembre.

EU. Centenaire de Viollet-le-Duc. — Musée Louis-Philippe. Jusqu'au 31 octobre.

FONTAINEAUX. Les rois à Fontaineaux. — Abbaye. Jusqu'au 31 octobre.

GINALS (Tarn-et-Garonne). Représentation d'un territoire : aspects de l'art présent. Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon. — Château de Ginouillac. Jusqu'au 30 septembre.

GORGES. Au temps des Gargiles, la vie quotidienne dans le midi de la France. — Abbaye de Sénèque, jusqu'au 30 septembre.

Œuvres inédites 1978. — Abbaye de Sénèque, jusqu'au 8 octobre.

HONFLEUR. Charles Peeters : 1824-1897. — Musée Eugène-Bodin (83-17-47). Jusqu'au 31 août.

LE HAVRE. Othon Friesz (1879-1949). — Musée des beaux-arts (42-53-97). Jusqu'au 26 août.

LYON. Bijoux et costumes populaires italiens. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 1er septembre.

MARCO-EN-BALEUIL. Grotte. Fondation Prunet, galerie. Septembre (78-30-23). — Jusqu'au 30 septembre.

MAISON DE DAUMIER et ses amis républicains : l'exposition centenaire. — Musée Cantini. Jusqu'au 31 août.

MEYERSON. Daumier et la sculpture. — Palais Carnot, avenue de la Madone. Jusqu'au 23 septembre.

MONTEAUBAN. Ispoulet : 1807-1887. — Musée Eugène-Bodin (83-17-47). Jusqu'au 31 août.

NANTES. Affiches et dessins de F. Starobinski. — Château des ducs de Bretagne (47-15-15). Jusqu'au 7 octobre.

NICE. L'art religieux à Nîmes : 1800-1809. — Musée national. Message biblique. — Musée de la Ville de Nîmes (83-17-47). Jusqu'au 14 octobre.

Le monde de Marcel Proust. Musée des beaux-arts. — Jusqu'au 30 septembre.

Chers maîtres et Cie. Peintures françaises de 1815 à 1914. — Musée de la Ville de Nîmes (83-17-47). Jusqu'au 30 septembre.

De l'art au bronze, monnaies françaises et européennes. — Musée Masséna (83-17-47). Jusqu'au 30 septembre.

Fluxus International. Galerie d'art contemporain des musées de Nice (85-45-25). Jusqu'au 23 septembre.

Donation Jean Maliss. Musée Masséna.

RATILLY (Corse). André du Bouchet-Pierre Tal-Cat. — Château. Jusqu'au 15 septembre.

RENNES. Carpele d'Ailly et ses compagnons, peintures, dessins, gravures. — Musée des beaux-arts et d'archéologie (30-53-87). Jusqu'au 4 septembre.

LES SABLES-D'OLONNE. Le Tondo, de Monet à nos jours. — Musée de l'abbaye-Sainte-Croix. Jusqu'au 30 septembre.

SAINT-DENIS. Daumier aujourd'hui. Lithographies et bois gravés. — Musée d'art et d'histoire. Jusqu'au 9 septembre.

SAINT-OMER. Albert Feraud : sculptures. — Hôtel Sandelin (38-00-94). Jusqu'au 10 septembre.

SAINT-PAUL (Alpes-Maritimes). Josselin. — Fondation Maeght. Jusqu'au 30 septembre.

TOULON. Le portrait dans les collections du musée de Toulon. — Musée (53-15-34). Jusqu'au 30 avril.

VANNES. Centenaire Jean Frelaut. — Palais des arts. Jusqu'au 29 septembre.

VALREAS. Yves Brayer. — Château de Blandin. Jusqu'au 31 septembre.

VASCOGUE (Gare). Fernand Léger, huiles, gouaches, dessins, tapisseries. — Château. Jusqu'au 20 septembre.

Les festivals de province

- ALSACE**
NIEDERBONN-LES-BAINS (IV^e Festival) Casino, le 18, à 20 h. 30 : Ch. Fumet, O. C. Baum, guitare ; le 19, à 20 h. 30 : P. Gulique, baryton, S. Simona, soprano.
- LOTTRE**
Théâtre du Peuple, les 18-19, à 15 h. : Le soir de Noël.
- AUTUNNAIS**
LE FYLA-SUR-MER Chapelle du Saint-Esprit, le 17, à 20 h. 30 : Orchestre de chambre P. Kuenzi (Vivaldi, Telemann, Jolivet, Bach).
- BOURGOGNE**
CLONCY Cloître de l'abbaye, le 18, à 21 h. : N. Afriot, piano (Schubert, Liszt, Chopin, Fauré, Ravel).
- AUVERGNE**
VICHY Théâtre, le 17, à 21 h. : Manibus de Flavia ; le 18, à 21 h. : Colette Bernard ; le 22, à 20 h. 45 : Madame Sans-Gêne.
- CORSE**
CHATELAIN Couvent, le 18, à 20 h. 30 : Quatuor instrumental de Paris (Marin-Marais, Rameau, Telemann...).
- CENTRE**
ELOIS Château, le 20, à 21 h. 30 :

JEUDI 16 AOUT

vinski), sous la direction de G. Abbado, soliste
Maurizio Pollini.
40. Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 10. JOURNAL; 19 h. 20. FILM : LA FLOTTE EST DANS LE LAC. de Lewis R. Foster (1929), avec Laurel et Hardy; 19 h. 40. Pour les jeunes; 20 h. Feuilletton : Les chevaliers du ciel; 20 h. 30. FILM : LE SEIGNEUR D'HAWAII. de G. Green (1982), avec C. Heston, Y. Mimieux, G. Chalciair, P. Nuygen, J. Darran, A. Mac Mahon.

Un riche colon bien, qui se considère comme le seigneur d'Hawaï, refuse, par vanité, le mariage de sa sœur avec un Américain et se refuse à reconnaître son fils qu'il a eu de sa maîtresse indigène.

Le problème racial n'est dans une intrigue de roman-feuilleton. Réalisation compassée.

22 h. 10. Journal

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Mot à mot : Femme; 19 h. 30, Les chemins de la connaissance : Les champs du rêve;

20 h., The Kitchen Center... for video music and dance; 22 h. 30, Les trois premiers siècles de l'Eglise, en compagnie d'Eustache de Césaire; 23 h. 50, Opéra, opérettes : Quand les chanteurs d'opéra rendent hommage à l'opérette.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Kiosque; 19 h. 5, Jazz;
20 h. Informations festivals; 21 h. Festival de Salzbourg, en direct du Grossen Festspielhaus : « Ouverture d'Œdipon » (Weber), « Sphaxode pour contralto, chœurs et orchestre » (Brahms), « Symphonie n° 2 en ré majeur » (Brahms), par l'Orchestre philharmonique de Vienne et les chœurs du Staatsoper de Vienne, dir. E. Kleiber. 85, Ludwig; 22 h. 40, « Concerto pour piano n° 1 » (B. h. 5), G. Germaine, Taffelberg. 11 h. La seule municipalité de l'air de Paris

LETTERS

Un dictionnaire bibliothèque

L'asile du savoir

l'œuvre, dans la catégorie du drame, non dans celle de la monstruosité. Il considère les procès de Moscou comme une « forme de justice » assurément curieuse, mais ne dénonce pas en eux une pure et simple parodie du droit. Même si les « crimes » du successeur de Lénine ne lui inspirent aucun doute, la dénonciation du « culte de la personnalité » ne lui semble pas « sans injustices à l'égard de l'homme qui a porté à son apogée l'influence de l'U.R.S.S. et du marxisme ». Même au parti communiste, bien des plumes n'oseraient plus en écrire autant.

Sur les 4 894 pages de ses huit volumes, le dictionnaire multiplie les comparaisons fascinantes où l'occurrence de l'histoire cesse d'être une formule heureuse parmi d'autres pour devenir la vérité de tout temps. Peu d'ouvrages sont autant l'intelligence. Grâce à ses illustrations splendides sélectionnées par Jacques Boudet, celui-ci ajoute à la force du savoir les séductions de la beauté.

GILBERT COMTE.
★ Michel Mourre, *Dictionnaire
encyclopédique d'histoire*, huit volu-
mes, Bordas édit.

JEUDI 16 AOUT

CHAINE 1 : TF 1

20 h. 35, Série : Miss. de J. Oriano, réal. R. Pigault (Miss et la vie en rose). Avec D. Darrieux, J. Morel. D. Provence.

21 h. 35, Série documentaire : Tharis, le voyage sumérien de Thor Heyerdahl (4. —

22 h. 30, Caméra Je : Les Enfants du placard, de B. Jacquot (1977), avec B. Fossey, L. Castel, J. Sorel, G. Marchal, L. Weingarten.

Un frère et une sœur, liés depuis l'enfance par un rite secret, se retrouvent après des années de séparation et cherchent à recroiser leur univers. Ils se heurtent aux contraintes de la vie bourgeoise que mène la jeune femme.

Une mise en scène dépouillée, littérale,
pour des fantasmes et des désirs travoués.
Un très beau film.

CHÂINE II : A 2

CHÂINE II : A 2

12 h. 30, Quoi de neuf ?; 12 h. 45, Journal;
13 h. 15, Dessin animé; 13 h. 35, Feuilleté: Les
arpenets verts; 14 h., Aujourd'hui madame (Les
canons de la beauté); 15 h., Série: Sur la piste
des Cheyennes; 16 h., Série: C'est nous (Berlin-
Ouest); 18 h., Récit A 2; 18 h. 30, C'est la vie;
18 h. 55, Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45,
Les trois caméras; 20 h., Journal.

20 h. 35, Téléfilm : *Amore*, réal. K. Lemke.
Une histoire de légumes où l'amour triomphe de la haine des classes : Maria, fille d'un petit marchand, rencontre Pietro, fils d'un riche importateur.

22 h. Musique : Requiem, de Verdi, par l'Orchestre philharmonique de Lille, dir. J.-C. Casadesus et les Chœurs de Düsseldorf.

CHAINE III, FR 3
19 h. 10, Journal; 19 h. 20, Emissions régionales; 19 h. 40, Pour les jeunes; 20 h., Feuilleton: Les chevaliers du ciel.

VII

Méchantes !

On le dit souvent, on a raison, les Français ont vraiment le goût du livre. Le résultat de l'exploitation de l'acte éditorial est, cependant, souvent décevant, inutile. C'était flagrant mardi soir aux « Dossiers de l'écran. On venait de suivre, fasciné, un documentaire britannique sur les plantes carnivores, une splendide à tout point de vue, photographies, commentaire, un modèle. Il a fallu, après cela, que l'un des invités fasse dire les enfants en français inintelligiblement au sujet de la vie de l'écran, sous prétexte d'en contrôler la vérité scientifique, cette façon de botanique pourtant placée sous le haut patronage de l'université d'Oxford.

Quand, enfin, il a posé sa règle et qu'on s'en put dans

le vit du soleil, on se le donnait
aux mains effarées du M. Joseph
Pasteur : Mon Dieu, quelle horreur !
La nature est donc cruelle !
Peut-on parler, devant une tortue
alligator attrapant un poisson au
hameçon de sa langue écarlate, de
la bonté de la nature ?

Force a été de le rassurer.
Non, non, de l'araignée à la
dioncée, du guépard à l'urine-
traqueur du népenthès, dans le
monde animal et dans le monde
végétal, la nature est bonne.
L'homme est seul à faire le
contraire, l'homme et les ani-
maux qu'il a domestiqués. Ce
n'est pas par plaisir, c'est par
devoir que le dressage reforme
ses crocs en fer, de l'ours en
chien, du lion en "mouton".
Il mettra trois semaines à digérer.

Ah, M. Joseph Pasteur, se

hissant au niveau de la réflexion philosophique : mais, dites-moi, qui a inventé tout ça, c'est dû à qui, à quoi, au hasard, à la nécessité ? Les savants réunis sur le plateau se sont bien gardés de trancher une question aussi litigieuse. Ils nous ont apporté, en revanche, une précision étonnante : ces ravissants petits gobe-mouches, ces pièges à guêpes, ces fleurs des marais et des tourbières font fureur dans les appartements américains et nippons. On ne peut plus répondre à la demande. C'est très vilain, a déclaré, pour conclure, le mensur de jeu, décidément en vogue. Quel égrément peut-on trouver à avoir des plantes aussi méchantes chez soi ?

CLAUDE SARRAUTE

SPORTS

ÉQUITATION

AVANT LES CHAMPIONNATS D'EUROPE DE ROTTERDAM

Des monstres sacrés aux étoiles filantes

Une semaine avant le Championnat d'Europe de concours hippique, qui se disputera du 16 au 19 août à Rotterdam, l'équipe appelée à soutenir les couleurs nationales, et composée d'Hubert Parot, de Gilles de Balande, d'Éric Leroy et de Patrick Caron, s'est plîée sans rembourner.

Dans le passé, des expériences ont été tentées, et pour tout dire, un autre, mais les instructeurs officiels prêchaient généralement dans le désert, la plupart des cavaliers pressentis balayant dédaigneusement du revers de la main les invocations, et, au lieu de danser leur for intérieur, ni plus ni moins, aux corvées de soupe au régiment. Et à propos de caserne, il fallait entendre crier d'indignation ces mes- sieurs, qui, pour leur part, ne pouvaient pas se plaindre de la vie, car ils étaient illustres et n'étaient plus de la première jeunesse. Extra-ordinaire privilège soit dit en passant, du sport équestre qui leur permettait à un champion de se débarrasser de la vieillesse bien au-delà de la cinquantaine.

Cela dit, belles leçons, chez nous, les artistes, millionnaires en obstacles, auraient-ils pu tirer des responsables en place, mais d'abord, tiraient le plus souvent, de la responsabilité, comme d'inévitables dilettantes ?

A l'époque où il était chargé de l'équipe de France, le bouillant chevalier d'Orgeix avait, le premier, réussi, aux heures décisives, à créer un certain climat : « Mais ses tentatives de grouper à lui-même les chevaux de compétition échouèrent traduites par une fessée. »

Anjourd'hui, foin des grandes vedettes. Les vieilles « tiges » exceptées, nous sommes à l'ère des étoiles filantes. Bien souvent, le cœur nous étirent quand nous voyons entrer en piste un tout

et dans la bonne camaraderie à un entraînement rationnel, donc prudent — ménageons nos montures — tour à tour sur les terrains militaires de Fontainebleau et sur les pelouses de l'hippodrome du Grand-Parquet. Sur les plans sportif et moral, la « performance » n'est pas mince.

tressé du jour
 s'agit de la
 voir en le bon-
 » un cheval de
 jour, pour une
 à l'heure, et
 du bols et
 qu'ils obéissent
 cessant son cava-
 de piste.
 rubans
 (l'écuyer, au
 l'écuyer, au
 le champion.
 lui aussi mis-
 osseau pris à
 de glu.
 des nous frai-
 dans toutes les
 et les
 récentes et
 s ?
 au concret. A
 quelques heures
 c'est-à-dire, nous
 l'utile
 à l'heure, nous
 cavaliers,
 parcourus, cer-
 culeux, la marge

Flourens C. hongrois, alsien de
 ans, dans le
 Prince, était en
 haras national de Saint-Lô. Pro-
 priété de la Fédération, cet ani-
 mal était piloté par son cavalier
 et son entraîneur, M. de
 ans, travailleur acharné ayant
 dans sa jeune vie, usé ses fonde-
 de canote beaucoup plus sur le
 de la Fédération, et de la Fédération
 des bandes d'école. Il y avait aussi
 le bay Fubas Grimeu par Ukass
 et Vozes la Belle, animal impor-
 tant monté par le poids lourd et
 le travailleur.
 Citons encore l'étalon Galuphe
 superbe de condition et doté d'un
 coup d'ascenseur impressionnant
 et classique.
 ment
 ment trop subtilement pen-
 tre — par le très classique —
 17 ans, voire — Gilles de Bon-
 lande, enfin, voir le hongrois
 et le hongrois avec des
 sous les sabots et même comme le
 convient tambour battant par
 son tiltateur, le jeune Patrick
 C. et le hongrois grand chef tout
 d'acier.

Seul terminus sans fautes Ember-Parot, l'expérience ici triomphante sur toute la ligne ! Gardons-nous de hasarder un pronostic pour le Championnat d'Europe. Précisons seulement qu'une seule pénalité aujourd'hui, dans un parcours de classe international, enlève tout espoir au couple cavalier-cheval de ramasser le titre convoité. Si les français s'alignent, ils auront sans l'exercice d'arrêt été envoyés sans préparation.

ROLAND MERLIN.

ROLAND MERLIN.

Le dernier endroit où l'on juge

Aux flagrants délits, le mardi 14 août était, comme toute, une journée ordinaire : on avait fait le plein d'accusées, une quarantaine. Dehors, Paris faisait le vide.

JOSYANE SAVIGNEAU.

Faits et jugements

CARNET

Décès

Edouard ALBERNY,
survécu à L'Isle-Adam (95), le
11 août 1979.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité à L'Isle-
Adam (95), le mardi 14 août 1979.

95200 L'Isle-Adam,
2, rue Martel. Tél. 489-03-83.

(Publicité)

**MOQUETTE 100 %
PURE LAINE T3 - T4**

à MOITIÉ PRIX, divers coloris au
prix exceptionnel de 98 F le m²
Pour par spécialistes et devis gratuits
334, rue de Vaugirard, Paris-15^e
Métro Convention
Tél. 842-42-62 ou 250-41-85

OUVERT EN AOUT

● **Jean-Charles Williquet**, condamné en mars 1977, à vingt ans de réclusion criminelle pour diverses agressions à main armée, et à cinq ans d'emprisonnement pour avoir pris en otage deux magistrats, a été transféré au milieu du mois de juillet, de la maison centrale de Clairvaux (Aube) à la maison d'arrêt de Chaumont (Haute-Marne) puis, il y a quelques jours, à la prison de Metz. Il est hébergé dans l'un des quartiers de sécurité renforcée. Cette mesure, indique-t-on au ministère de la justice, intervient après un mouvement de contestation de prisonniers de Jean-Charles Williquet s'étant fait le porte-parole à Clairvaux.

Le nouveau statut des « professeurs des universités »

- **LES OBLIGATIONS DE SERVICE.** — Dans tous les cycles d'enseignement, les professeurs sont chargés de :
- Trois heures de cours magistraux par semaine ;
 - La coordination des enseignements d'une discipline, d'une année ou d'un cycle d'études ;
 - La présidence des jurys d'examen ou la participation à

Le décret du premier ministre concernant les maîtres-assistants n'apporte pas d'autre changement que le recrutement — là aussi — par concours.

cas, les concours de chacun des échelons de cette dernière classe ne peut être supérieur à 10 % de l'effectif total des professeurs de 1^{re} classe.

Le mandat des membres du C. S. C. U. aura une durée de six ans, le conseil étant renouvelable par moitié tous les trois ans.

● **L'université Paul-Sabatier** (Toulouse III) crée un enseignement de troisième cycle à vocation professionnelle concernant la robotique.

* Pour tous renseignements :
M. Briot, Laboratoire d'automatique et d'analyse des systèmes, au C.N.R.S. (L.A.S.), 7, avenue du Colonel-Roché, 31077 Toulouse Cedex.
tel. (05) 83.11.33.

- ★ Hôtel confortable et écolo dans le même bâtiment.
- ★ 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.
- ★ Petits groupes (maximum 5 stud.).
- ★ Exercices dans toutes les chambres.
- ★ Laboratoire de langues modernes.
- ★ Ecole reconnue par le Ministère de l'Éducation anglaise.
- ★ Placés intérieurs chauffés, sports, etc.
- ★ Situation tranquille bord de mer. 100 km de Londres.

Envoies au :

En République fédérale d'Allemagne

Le rapport sur la sûreté des réacteurs nucléaires ne remet pas en cause le développement des centrales

L'étude fait apparaître le risque d'une fusion d'un cœur de réacteur tous les dix mille ans. Dans une telle fusion, l'enceinte

**OUVERTURE DU XVII^e CONGRÈS
DE L'UNION ASTRONOMIQUE
INTERNATIONALE**

années 80 un développement très rapide, et plusieurs participants ont souligné combien sont variées les préoccupations actuelles des astronomes. L'astronome néerlandais Adriaan Blaauw, président de l'Union de l'astronomie professionnelle, a déclaré, dans l'introduction d'ouvrages qui traitent fort satisfait de la longueur du « *main scientific* » proposé aux congressistes. Il a aussi fait part de son souci concernant le « *declin général* » des budgets de recherche en science pure, et a souligné que, dans le monde, il n'apparaît que rarement un jeune astronome qui se rende à Montréal.

personnes se trouvant à moins de vingt kilomètres du réacteur. L'enfermerait aussi la mort de 104 000 personnes par cancer et leucémie dans les trente ans suivant l'accident, et cela dans une zone bien plus vaste, puisque la moitié de ces victimes seraient des résidents de pays étrangers.

cher Hanft, ministre de la recherche et de la technologie, a estimé que le gouvernement de Bonn n'avait aucune raison de modifier, sur la base des résultats de l'étude, sa politique de développement de l'énergie nucléaire. Il a aussi souhaité une standardisation internationale des normes de sécurité des centrales. Le même jour, dans un télégramme adressé à un congrès international sur la technologie des réacteurs qui se tenait depuis le 15 juin 13 août à Berlin, Helmut Schmidt a formulé le même souhait.

CONJUNCTION

est de la France
en douzième livre

ENVIRONNEMENT

RESPONDANCE

CONJONCTURE

EN JUILLET

Le commerce extérieur de la France est resté excédentaire en données brutes

La balance commerciale de la France a été excédentaire de 650 millions de francs en données brutes au cours du mois de juillet, les importations ayant atteint 36 945 millions de francs (+ 3,7 % en un mois, + 37 % en un an) et les exportations 37 595 millions (+ 1,4 % en un mois, + 27 % en un an). Cet excédent fait suite à un surplus de 1,4 milliard de francs en juin et à un déficit de 1,5 milliard en mai. Depuis le début de l'année, les échanges extérieurs ont excédentairement de 500 millions de francs. Il y a eu en juillet 1979 notre commerce extérieur avait été excédentaire de 2,7 milliards et le surplus pour les sept premiers mois atteignait 3,5 milliards de francs.

Après correction des variations saisonnières — méthode qui permet de dégager une tendance au-delà des fluctuations mensuelles — les résultats de juillet sont déficitaire de 964 millions de francs, les importations s'élevant à 37 883 millions de francs (+ 5,3 % en un mois, + 28,4 % en un an) et les exportations à 36 919 millions de francs (+ 5,9 % en un mois, + 20,8 % en un an). Toujours après correction des variations saisonnières, les échanges extérieurs de la France sont déficitaires de 1,6 milliard de francs depuis le début de l'année, c'est-à-dire en sept mois. Notons que l'année dernière, la balance commerciale française avait été excédentaire de 906 millions de francs et qu'en sept mois le commerce extérieur dégageait après correction des variations saisonnières un surplus de 1,6 milliard.

En juillet, le coût des achats de produits énergétiques a diminué de 708 millions de francs par rapport au mois précédent, en raison, souligne le ministère du Commerce extérieur, « du niveau exceptionnel atteint en juin par le tonnage du pétrole brut importé du fait d'achats anticipés avant les nouvelles hausses de P.O.P.E. décidées pour le 1^{er} juillet ». Mais, ajoute le même ministère, « le coût des achats de produits énergétiques s'est accru de 25 % en un an pour atteindre 7,5 milliards de francs en juillet ».

D'autre part, pour la première fois de l'année, les échanges agro-alimentaires ont été déficitaires (de 141 millions de francs). Selon le ministère du Commerce extérieur, cette évolution est la conséquence de l'accroissement des importations de produits agricoles tropicaux et d'une diminution des ventes de céréales. On relève toutefois la poursuite de l'augmentation des ventes de produits agricoles transformés.

La balance commerciale de la France a été excédentaire de 1,6 milliard de francs en juillet, les importations ayant atteint 36 945 millions de francs (+ 3,7 % en un mois, + 37 % en un an) et les exportations 37 595 millions (+ 1,4 % en un mois, + 27 % en un an). Cet excédent fait suite à un surplus de 1,4 milliard de francs en juin et à un déficit de 1,5 milliard en mai. Depuis le début de l'année, les échanges extérieurs ont excédentairement de 500 millions de francs. Il y a eu en juillet 1979 notre commerce extérieur avait été excédentaire de 2,7 milliards et le surplus pour les sept premiers mois atteignait 3,5 milliards de francs.

MICHELIN DÉVELOPPE SES ACTIVITÉS EN ESPAGNE

Devant le développement rapide du marché espagnol, Michelin a décidé de procéder à l'extension des activités de sa filiale SAPE Neumáticos Michelin. Pour ce faire, le groupe de Clermont-Ferrand se propose d'agrandir l'une de ses usines de pneus situées près de Burgos, ce qui permettra de créer trois cents nouveaux emplois nouveaux dans la région. En même temps, la direction de Michelin envisage, pour des raisons de sécurité, de transférer prochainement à Madrid le siège de la SAPE Neumáticos Michelin, actuellement installé dans la ville basque de Lasarte. Ce transfert prévoyait les élus de la province de Biscaye, dont Michelin est le principal contribuable.

Installé depuis 1932 en Espagne, Michelin détient aujourd'hui 47 % du marché local des pneumatiques, devant le groupe américain Firestone (27 %) et le groupe italien Pirelli (12 %). Jusque-là, la filiale de Clermont-Ferrand était la première société exportatrice d'Espagne. Ses cinq usines emploient au total onze mille quatre cents personnes.

ENVIRONNEMENT

LA MARÉE NOIRE MEXICAINE POLLUE DES PLAGES TEXANES

Une nappe de mousse de pétrole de 400 mètres s'est déposée, le mardi 14 août, sur les côtes de Padre-Island, au large du Texas, dans la partie inhabilitée, au nord de l'île. Plusieurs petites nappes moins importantes ont atteint les plages au sud où sont installés des hôtels.

Le gros du pétrole qui s'échappe depuis le 3 juin dernier du puits mexicain d'Arctico-One continue de progresser en nappes vers le Nord. Les avions de reconnaissance de l'Agence américaine pour les océans et l'atmosphère (NOAA) ont même repéré des particules de goudron et des « crêpes » au large du Texas, vers l'est, en direction de la Louisiane. Un quartier général des forces de défense contre la pollution va être prochainement installé à Port-Aransas, vers l'est.

Les menaces les plus sérieuses continuent de se porter sur la région de Brownsville, où une nappe de 12 kilomètres de long dérive à une quinzaine de kilomètres du rivage. « Un faible changement dans les vents pourrait pousser ces nappes vers les côtes », a déclaré, le mardi 14 août à Corpus-Christi, M. John Robinson, porte-parole de la NOAA.

« Vitesse limitée pour les transports de matières dangereuses. — Un arrêté de M. J. J. L. Thénier, ministre des transports, publié au Journal officiel du 11 août, fixe à 80 km/h la vitesse maximale de la construction des véhicules automobiles de plus de 10 tonnes de poids total autorisé en charge transportant des matières dangereuses et mis en service à partir du 1^{er} octobre 1980. Les véhicules dont la date de première mise en circulation est antérieure au 1^{er} mai 1980 pourront être utilisés sans être obligatoirement rendus conformes aux dispositions de cet arrêté.

CORRESPONDANCE

La sauvegarde de la vallée du Rhône

Après notre article intitulé « Le Rhône : la lutte avec l'homme » (le Monde du 4 juillet), M. Vincent Porelli, maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône, député des Bouches-du-Rhône (P.C.) et président de l'association pour la sauvegarde de la vallée du Rhône, nous envoie la mise au point suivante :

Dans votre article, la question des pollutions du Rhône n'est pas abordée : or ces pollutions connaissent une importance de plus en plus grande. Je vous en donne pour preuve l'existence de deux associations de défense de la vallée du Rhône : l'une présidée par le sénateur, maire de Givors, et l'autre présidée par moi-même, qui regroupent plus de cent communes riveraines du Rhône, de Lyon à son embouchure, et un nombre important d'associations de défense de l'environnement, de pêcheurs et autres.

Ces deux associations, depuis 1970 pour la plus ancienne, agissent de manière importante pour informer la population, sensibiliser les pouvoirs publics sur les dangers que court le Rhône. En mai 1977, elles ont organisé un colloque national sur la pollution du Rhône qui a eu pour aboutissement l'élaboration d'un plan en cinq ans pour sauver le Rhône, depuis le 30 octobre 1978 sur le bureau de M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement.

De même, nous sommes en train de réaliser, avec l'université de Provence, une étude sur l'état des pollutions du Rhône. Un premier rapport, paru en septembre 1978 sous le titre « La pollution du Rhône : polluants organiques et métaux lourds », montre leur importance.

Bons Bordelais de Corréze

De notre correspondant

Limoges. — La « Jura de Saint-Emilion » gardienne de l'orthodoxie vinicole, a procédé le dimanche 12 août, à Meymac, en Corréze, et pour la première fois en France, à des intronisations à l'extérieur de la Gironde. La Jura rendait ainsi hommage à la patrie des colporteurs en vins qui ont été pour beaucoup dans la prospérité de Saint-Emilion.

Ces habitants du plateau de Millevaches entreprenant, au cours de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et parce que leur terre était trop pauvre pour nourrir tous ses fils, de vendre du vin de Saint-Etienne, d'abord, et de la Bielle, de la France et de la Belgique. Beaucoup firent fortune et devinrent propriétaires de vignes dans le Bordelais.

Meymac est le siège de l'importante corporation de négociants

clients voyageurs en vins fins de Bordeaux pour le Nord de la France et les pays du Bénélux. Négociants et voyageurs bordelais en vins sont actuellement propriétaires de cent quatre-vingt-cinq châteaux et domaines dans la région bordelaise, mais ils ont toujours maintenu à Meymac le siège de leur corporation.

En présence de plusieurs personnalités, dont M. Jacques Chirac, conseiller général de Meymac, cinq nouveaux dignitaires ont été intronisés : parmi eux, Mgr Garçon, ancien archevêque de Toulouse, prêt de la congrégation de l'enseignement catholique et Meymacois de naissance, qui a reçu le titre de « grand aumônier de la Jura de Saint-Emilion ». Le cardinal a constaté, non sans humour, que pour la seconde fois en douze ans il revêtait le manteau pourpre.

MARCEL SOULÉ.

AGRICULTURE

IMPRIMERIE

Fermeture d'une filiale du groupe Néogravure

Le licenciement des quatre-vingt salariés de Photogravure-Convention, filiale située rue Blomet, à Paris, de la Société de développement financier (S.D.F.), holding du groupe Néogravure, a été confirmé, lundi 13 août, à l'issue d'une réunion du comité d'entreprise, comme nous l'avons annoncé dans nos éditions datées 14 août.

A la S.D.F., mise en règlement judiciaire depuis le 28 juillet (le Monde des 21, 25 et 28 juillet), on précise que cette décision est prise dans l'optique de la cessation complète de l'activité de la filiale, du fait des pertes d'exploitation enregistrées dans le passé et du manque de perspectives pour une reprise.

Rappelons que, le 10 août, d'autres licenciements (quarante-trois) avaient été annoncés au siège du groupe, la « G.I.E. - Néogravure », à Paris. Du fait de

licenciement du groupe, cette unité n'a plus sa raison d'être, indique-t-on à la S.D.F. Une cinquantaine de personnes devaient également être licenciées, mais elles ont été maintenues dans le groupe.

Dans un communiqué publié mardi 14 août, la Fédération française des travailleurs du livre - C.G.T. (F.F.T.L. - C.G.T.) demande l'annulation de ces licenciements et de la liquidation du potentiel graphique français.

Pour leur part, le Comité inter-syndical du Livre parisien C.G.T. et l'union locale C.G.T. du 15^e arrondissement de Paris — où se trouve la filiale — indiquent que les modalités de l'action envisagée en signe de protestation devraient être discutées le 16 août à l'initiative de l'union régionale C.G.T. de l'Ile-de-France.

URBANISME

Dans le Val-de-Marne

TRAVAUX INUTILES A L'HOPITAL D'ESQUIROL ?

Voilà-t-on, aux dépens des deniers de l'assurance-maladie, du cadre de vie des malades hospitalisés, et de l'homogénéité architecturale, élargir une voie d'accès à l'hôpital d'Esquirol ? Cette ancienne maison de Charenton, à Saint-Maurice (Val-de-Marne) a été conçue par le docteur Esquirol avec hardiesse et originalité grâce au crédit voté après la promulgation de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés, pour constituer un établissement psychiatrique modèle. Les chambres individuelles, plus nombreuses que les salles communes, donnent sur seize cours fleuries et plantées d'arbres. Les pavillons sont bâtis sur deux immenses terrasses de niveaux différents.

Construit par l'architecte Gilbert, l'ensemble qui présente une douceur devenue rare dans les hôpitaux modernes est de style néo-classique. Inauguré le 30 octobre 1838, il a été inscrit à l'inventaire des monuments historiques.

Les membres du personnel s'interrogent sur les motivations des travaux envisagés. S'agit-il d'écarter le passage des camions de gros tonnages dans la cour d'honneur ? Cela ne semble pas rationnel. S'agit-il de faciliter l'accès de la grande échelle des pompiers dont la dimension paraît démesurée (35 mètres) par rapport aux constructions d'un seul étage ? La commission de sécurité de la commune n'a pas donné d'avis formel. « Il semble souhaitable que ces travaux soient réalisés », a-t-elle conclu.

Ces questions restent sans réponse au moment où l'utilité des dépenses hospitalières est appelée à être étroitement contrôlée.

Faits et chiffres

Etranger

BRESIL

● **Relance des conflits sociaux.** — La Corio-Allegre, à Brasília, sept mille ouvriers du bâtiment revendiquent une augmentation du salaire minimum mensuel, fixé par le patronat à 96 dollars. Quarante mille deux cents mineurs des mines d'or de Novalima réclament de leur côté un salaire minimum de 296 dollars, tandis que Rio Ararat, des enseignants se poursuivent. Dix mille personnes ont manifesté, le mardi 14 août, dans cette ville, en faveur d'une amnistie politique totale. — (A.F.P.)

CHINE

● **La première grande exposition commerciale chinoise aux Etats-Unis** depuis la normalisation des relations sino-américaines aura lieu dans le courant de l'automne 1980. Organisée par le Conseil chinois pour la promotion du commerce international, cette exposition se déroulera d'abord à San-Francisco, puis sera transférée successivement à Chicago et à New-York. — (A.F.P.)

● **Les exportations britanniques vers la Chine** ont plus que doublé au premier semestre. Leur montant, qui s'élève à 91,9 millions de livres (577 millions de francs), a dépassé celui de l'année précédente tout entière.

Presse

● **Félicitation nationale contre la fermeture de l'encadrement engagé contre un délégué syndical de l'Aurora.** — Le bureau de l'Union nationale des syndicats de journalistes (U.N.S.J.) a décidé de lancer une pétition nationale dans toutes les rédactions pour faire annuler la procédure de licenciement engagée contre

L'«HOTEL A VACHES» DE LA VILLETTE SERA DÉMOLI

Le permis de démolir le grand bâtiment de stabulation des anciens abattoirs de La Villette, à Paris, baptisé « hôtel à vaches », vient d'être attribué au Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris du 14 août. Cette autorisation est donnée deux semaines après que le conseil des ministres ait examiné les projets d'aménagement des 53 hectares de terrains appartenant à l'Etat (le Monde du 3 août) : création d'un jardin de 23 hectares, installation d'un musée des sciences et des techniques, et construction d'un auditorium de musique.

Les autres bâtiments de ce vaste complexe, dont les travaux ont été arrêtés en 1970, font l'objet d'un scandale financier et, en 1980, et qui a été définitivement fermé en 1974, ne seront pas tous démolis. Certains seront réutilisés pour les nouvelles installations.

MARCHÉS FINANCIERS

LONDRES

Les mines d'or en vedette. Sous le coup de la baisse des cours de l'or, les mines sud-africaines tiennent la vedette mercredi en s'adjugeant des gains atteignant jusqu'à 1 dollar. Parmi les favoris, des fonds d'Etat. Les industriels, en revanche, fléchissent un peu, de même que les pétroliers.

De (ouverture) (clôture) 300 25 cours 232 ...

VALEURS	CLÔTURE 14/8	COURS 15/8
Banque Paribas	142	141
British Petroleum (11)	11 85	11 88 54
Comptoir d'Escompte	7 37	7 44
Imperial Chemical	241	241
Shell	230	230
Shell	187	188
De L'Etat 3 1/2	46 1/2	46 3/8
Westminster	31 3/4	32

(*) En dollars U.S., not de prime sur la devise.

(1) En francs.

NEW-YORK

Marché plus irrégulier. La perspective d'un renchérissement imminent des taux d'intérêt a provoqué mercredi un brusque retournement de la tendance. Les hausses qui se développaient depuis quelques jours à Wall Street, la tendance est devenue à la baisse et, à l'issue d'une séance encore très active, l'indice des industriels s'accroît plus qu'un maigre gain de 1,45 point, à 876,70. Au total, sur 1 500 valeurs traitées, 520 ont monté, 433 ont baissé, tandis que 433 ne variaient pas.

L'activité a porté sur 40,81 millions de titres échangés contre 41,98 millions la veille.

VALEURS	COURS 14/8	COURS 15/8
Alcoa	52 7/8	54 1/2
A.T.T.	57 3/4	58 1/8
Boeing	47 3/4	47 3/8
Chico Mountain Bank	43 1/4	43 1/4
De l'Etat de New York	44 3/8	44 1/8
Eastman Kodak	57 3/8	57 1/8
Ford	42 7/8	42 1/4
General Electric	54 1/8	54 3/8
General Foods	24 1/2	24 1/4
General Motors	58 1/4	58 3/4
General	18 1/4	18 1/4
I.B.M.	70 1/4	70 1/8
J.P.M.	24 1/4	24
Kennecott	24	24
Phillips	28 3/8	28
Schlumberger	54 1/4	54 1/4
Texaco	27 3/4	27 1/2
U.S. Int.	24 1/2	24 1/4
West. Union	42 1/4	42 1/4
U.S. Steel	22 7/8	22 7/8
Westinghouse	22 1/4	21 5/8
Xerox	58 1/4	58 1/4

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDES** — DÉFENSE : « Guerre ou discussion ? », par le général G. Georges-Picot ; Réplique à M. Von Kegenack.
- EUROPE** — IRLANDE DU NORD : dix ans après les premiers affrontements entre catholiques et protestants, les différentes parties au conflit campent sur leurs positions.
- AFRIQUE** — ZIMBABWE-RHODÉSIE : le gouvernement britannique a lancé un appel au cessez-le-feu.
- PROCHE-ORIENT** — IRAN : « Le spectre de la contre-révolution » (III), par Eric Rouleau.
- AMÉRIQUES** — LIBRES OPINIONS, par Philippe Rosillon : « Renouveau de l'Acadie ».
- ASIE** — POLITIQUE — Les suites de l'offensive de Radio-Riposte.
- JUSTICE** — Aux flagrants délits, le dernier endroit où l'on juge.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 7 A 12

— ARCHITECTURES : Le centenaire de Villard-de-Vancle, par André Perle ; New-York vu par les photographes Abbott et Lensard, par Hervé Guibert ; À propos des unités pédagogiques, une lettre de M. Jean Bréchet ; Autour du Front de Seine : théâtres, bonnes affaires et stimulantes, par Frédéric Edelmann.

13. LETTRES

14. SOCIÉTÉ

— ÉDUCATION : le nouveau statut des professeurs d'université.

— ÉCONOMIE — CONJONCTURE : le commerce extérieur de la France est resté, en juillet, excédentaire en données brutes.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)

Carnet (14) ; Aujourd'hui (6) ; Journal officiel (6) ; Méthéorologie (6) ; Mois croisés (6).

NOUVELLES BRÈVES

● Accident d'avion en Union soviétique. — Un avion des lignes intérieures soviétiques reliant Minsk (Biélorussie) à Tachkent (Ouzbékistan) s'est écrasé le 13 août, à l'atterrissage, sur une piste de secours autorisée. Il n'y a aucun survivant. L'appareil, un Tupolev 133, pouvait transporter 76 passagers, avait notamment à son bord les 17 membres de l'équipe de football de Tachkent qui revenaient d'un match à Minsk. — (A.F.P.)

● Deux organisations ont lancé un appel à l'aide en faveur des réfugiés de la catastrophe de Morvi, en Inde, où la rupture d'un barrage a fait des milliers de morts. L'Action d'urgence internationale (129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris. Tél. : 874-60-15) demande un soutien financier qui doit être adressé au C.C.P. Paris 6 587 00 77 avec la mention « pour l'Inde ». Le Secours populaire français (6, rue Froissart, 75003 Paris. Tél. : 278-52-85, C.C.P. 654-37 R Paris) organise, en outre, une semaine de collectes en faveur des « enfants du Cambodge ».

Le numéro du « Monde », daté 15 août 1979 a été tiré à 481 692 exemplaires.

(Publi-Hot)

ACHATS

TABLEAUX SUISSES

Valotton - Gimmi - Bonhard
Auker - Giammetti - Calame
Borjesson - Buchet - Bonin
Bodier - Gubler, etc., ainsi que gravures, aquarelles, vitraux anciens, livres et ARGENTIERES XVIII^e au XIX^e siècle.
Au cas où vous désiriez vendre vos meubles, vos antiquités, tableaux, etc., au Suisse, notre service de ventes aux enchères est à votre disposition.
Faites-moi connaître au cours du franc suisse.
Offres ARTS ANCIENS
2323 BELVAUX, SUISSE
Tél. 1341/38/48.12.53 ou 46-11-15.

A B C D E F G

EN MER D'IRLANDE

Dix concurrents de l'Admiral's Cup ont trouvé la mort dans la tempête

De nombreux disparus

Dix morts, une dizaine de disparus, vingt-cinq voiliers perdus, cent quarante-trois embarcations ne répondant plus et cent cinquante personnes sauvées, tel était, mercredi matin, le bilan provisoire de la catastrophe survenue pendant le Fastnet, dernière épreuve de l'Admiral's Cup, course au large d'Irlande, bilan établi par le Royal Ocean Racing Team, organisateur de la course. Toutefois, les opérations de sauvetage devraient se poursuivre durant quarante-huit heures au moins et aucun bilan définitif ne sera possible avant plusieurs jours.

La Fastnet, épreuve prestigieuse de l'Admiral's Cup, a été gagnée par l'équipage du Condor of Bermuda, qui a couvert en 71 heures et 30 minutes le parcours Cowes - Fastnet-Rock - Bishop-Rock - Plymouth, soit 605 milles (environ 1 100 kilomètres) en sept heures de moins que le précédent record de l'américain Eagle. Toutefois, 1979 restera avant tout l'année d'une tragédie comme les courses nautiques en ont rarement connu. En effet, alors que la Fastnet s'est courue vingt-huit fois depuis sa création en 1925, aucune victime n'avait été déplorée. Lors de l'épreuve la plus difficile, en 1967, on avait seulement compté vingt-trois abandons sur les quarante et un voiliers au départ.

Or, mardi 14 août, la course disputée par quelque trois cent trente voiliers a tourné à la catastrophe. Selon les organisateurs, les premiers avis de tempête avaient été lancés dès lundi après-midi. Mais, mardi en fin de matinée, les vents dépassaient 100 kilomètres à l'heure et la mer d'Irlande — déjà difficile par petit temps — était démontée. Les bateaux ont été pris dans des vagues de 12 à 17 mètres extrêmement rapprochées selon des survivants, sans possibilité de mettre à la cape.

La sécurité des courses en haute mer

Des dizaines de bateaux ont été retournés, « comme des coquilles de noix », ont constaté les pilotes d'hélicoptères des services de sauvetage. Au fil des heures, en dépit d'un important dispositif de secours, le nombre des victimes et des disparus s'est accru. Mercredi matin, on était rassuré sur le sort des équipages français qui avaient été soit pris en remorque par le cutter britannique, soit par le cutter américain, soit par le cutter britannique. Toutefois, le Royal Ocean Racing Club a resté sans nouvelles de cent quarante-trois bateaux, beaucoup d'entre eux n'étant pas munis de radios. En revanche, l'ex-premier ministre conservateur britannique, M. Edward Heath, dont le voilier Morwag Cloud avait subi des avaries de gouvernail, avait pu repérer et reprendre la course.

L'ampleur de la tragédie, qui tient à un très grand nombre de bateaux lancés au même temps dans la mer d'Irlande, va amener une nouvelle fois à poser le problème de la sécurité.

POLEMIQUE AUTOUR D'UNE OPERATION DE SECOURS EN MEDITERRANEE

Pendant près de quarante-huit heures, un petit bateau à moteur a dérivé, du cap d'Agde au large des Baléares, avec à son bord, pour tout équipage, une femme, Mme Pauline Joly, résidente à Bourgoigne (Isère), dont le fils, Philippe, dix-huit ans, venait de se noyer. Il semble que le Centre national opérationnel de surveillance et de secours en Méditerranée (CROSSMED), dont une antenne est installée au cap d'Agde, ait été averti de cette affaire, mais que les moyens de secours n'aient été mis en œuvre que très tardivement.

Jeudi 9 août, Mme Joly et son fils se baignaient dans la mer à bord du bateau familial. Les copains d'abord, équipés d'un moteur de 200 chevaux, Philippe Joly voulait se baigner mais, vraisemblablement victime d'une hydrocution, se noya. Vouloir aller chercher du secours, sa mère tenta de mettre le moteur en marche, mais cassa le clé de contact. Elle tira alors neuf fusées d'alarme, aperçues de la côte par plusieurs personnes, dont un maître-nageur sauveteur des G.R.S. M. Donnadieu, en service sur la plage du Môle, qui prévint le CROSSMED et les douanes.

Mme Joly ne vit jamais arriver le moindre sauveteur. Sur une mer devenue très forte, son embarcation dérivait jusqu'à ce que, quarante-huit heures plus tard, un voilier la croise et la ramène, au large des Baléares. Le CROSSMED de Toulon a annoncé qu'il donnerait des précisions sur cette affaire le 15 août, mais il a déjà affirmé n'avoir été prévenu du drame que le 10 août dans l'après-midi, par l'époux de Mme Joly.

Les concurrents de la course en solitaire de « l'Aurore » ont également été éparpillés par la tempête qui s'est abattue sur le Manche et la mer d'Irlande. Pierre Rollandant a été recueilli par Olivier Moussy après le naufrage de son voilier, tandis que celui de Jean Le Cam, lequel a été recueilli à bord d'une goélette, dérive au large d'Ouessant. De plus, les passagers de deux voiliers de l'école de voile de Trégastel ont dû être secourus ainsi que M. Peter Jay, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, dont le catamaran était en difficulté au large de Cork.

En outre, l'impact des vagues s'est fait sentir sur les autres courses nautiques. Si le matériel avait été défectueux, les équipages s'en seraient aperçus au cours de la première semaine, lors des deux régates organisées dans le Solent, au large de Portsmouth, le 7 et 8 août. Reste qu'avec la multiplication des courses au large le nombre

Une erreur de la météo

De notre correspondant

Londres. — La météo elle-même a été dépassée par la violence et la soudaineté de la tempête. Ses bulletins de lundi 13 août, à 11 heures et 23 heures G.M.T., n'annonçaient que des vents de force 7, risquant de tourner à la tempête dans le secteur de la course — entre le port de Plymouth et le rocher du Fastnet, à la pointe sud-ouest de l'Irlande. Le premier bulletin, donnant une image réaliste de la situation — coups de vent de force 10 soufflant de 110 à 130 kilomètres à l'heure, soit du niveau d'un ouragan — est tombé en pleine nuit, alors que plusieurs yachts avaient déjà fait naufrage.

Les premières opérations de secours débutèrent mardi matin, à 5 heures G.M.T. (8 heures locales), dès que les vents tombèrent à la force 9 et que le jour se levait. Deux hélicoptères Lynx décollèrent aussitôt de la base de Culdroe, en Cornouailles. Celle-ci était particulièrement fermée en raison des congés annuels, plusieurs équipages étaient rappelés de permission, tandis que des mécaniciens préparaient trois autres appareils Wessex et que deux Sea-king étaient dépêchés de la base de Prestwick, en Ecosse, à 700 kilomètres de là.

Depuis, les appareils, dont les

moteurs à 21 pieds (6,30 mètres). Toutefois, selon M. Philippe, membre du comité directeur de la Fédération française de voile, la fragilité des voiliers conduits par des équipages expérimentés ne peut être retenue à charge : « Il ne faut pas croire, dit M. Philippe, que les voiliers de course sont plus vulnérables que les autres dans la gros temps. Bien

des accidents augmentent de façon inquiétante, même si celui des victimes demeure peu important. En effet, lors de dernières courses transatlantiques, plusieurs bateaux ont coulé ou ont été en sérieuse difficulté, mais seul le navigateur français Alain Colas a été porté disparu lors de la Route du rhum, en novembre 1978.

disponibilité pendant un an, mais le père meurt en avril. Son service ne peut le reprendre avant décembre. Voilà Frédéric prie dans l'engrenage absurde qui va tout à coup faire basculer sa vie.

Elle ne peut s'inscrire au chômage. Alors, elle fait des petits boulots d'intérim et de restauration. Et puis, elle ne trouve plus rien. Elle est fatiguée de sa lutte. Elle n'a pas payé son loyer depuis le début de l'année et se voit menacé d'expulsion. Alors, dans son appartement H.L.M. de Chevilly-Larue, déserté par les immigrés et les réfugiés politiques qu'elle accueille sans cesse, et aussi par Stéphane que des voisins ont emmené faire du camping, comme par ses amis qui sont tous partis en vacances, Frédéric craque. Elle a faim. Comme Céline, le chat ; comme Lewis, la chienne, qui a mangé son petit lapin nain. Et il restait à se regarder, entre les quatre murs de l'appartement devenu prison.

Pour ne pas couler tout à fait, elle envoie à Frédéric un cri d'appel à une solidarité dont elle désespère... Et ils sont venus.

DANS LE PORT DU HAVRE

Les syndicalistes C.G.T. ont bloqué le paquebot « Norway »

De notre correspondant

Le Havre. — Statu quo au Havre où, après une première nuit d'occupation de l'écluse François-I^{er}, le passage obligé pour sortir du port, les syndicalistes cégétistes restent sur leur position : « Nous ne partirons pas tant que nous n'aurons pas une réponse du gouvernement nous donnant l'assurance que France rentrera en cale sèche au Havre », répétait encore, mercredi matin 15 août, M. Serge Laloy, secrétaire de l'union départementale C.G.T.

Toute la nuit donc, une cinquantaine de militants et une vingtaine de voitures ont occupé le pont le vant franchissant le seuil de l'écluse que l'ex-France doit passer avant d'accéder à l'avant-port, puis de gagner la haute mer. D'heure en heure, les syndicalistes se relayaient sur la passerelle dans la nuit et le froid, parfois même sous la pluie.

Vers une heure du matin, une délé-

gation venant de Longwy est arrivée au Havre apportant son soutien aux ouvriers de la navale.

La matinée pouvait apporter des éléments nouveaux puisque les marins et les officiers du syndicat C.G.T. des « Abeilles » se réunissaient, dès 8 heures, afin de décider de leur attitude face au conflit. Ils ont fait savoir qu'ils ne prendraient pas l'ex-France en remorque tant que l'écluse serait occupée. D'autre part, ils ont annoncé qu'ils n'accepteraient pas de travailler sous la protection des forces de l'ordre.

On ne voit donc pas actuellement comment le conflit pourrait évoluer dans les heures à venir, à moins d'un coup de force des pouvoirs publics. Mais il ne semble pas pour le moment que ceux-ci aient décidé une intervention des gendarmes mobiles, discrètement stationnés à quelques centaines de mètres au sud de l'écluse, hors de la vue des manifestants.

On conçoit d'autant moins une intervention des forces de police, le mercredi 15 août, que les manifestants se sont fait plus nombreux aux premières heures de la matinée, trois cents environ. En outre, de très nombreux curieux s'attardent à proximité de l'écluse et près du paquebot, dont quelques-uns des haubiers ont été remontés au cours de la journée de mardi.

Enfin, les cégétistes ont envoyé, au président de la République, dans lequel ils « exigent que les premières réparations du navire soient effectuées au Havre ». Dès à présent, de nombreux télégrammes de soutien sont parvenus au Havre, et une délégation des ouvriers des chantiers de Saint-Nazaire est arrivée en fin de matinée, en compagnie du maire-adjoint de Saint-Nazaire.

PATRICK PESLIER.

Ambassadeur à Paris

M. BEDJAOUI EST NOMMÉ REPRÉSENTANT DE L'ALGERIE A L'ONU

Alger (Reuter, A.P.). — Le gouvernement algérien a annoncé, mardi 14 août, la nomination de plusieurs nouveaux ambassadeurs. Parmi eux, M. Mohamed Bedjaoui, actuellement en poste à Paris, — auprès des Nations unies à New-York. M. Bedjaoui était ambassadeur à Paris depuis décembre 1978.

(Après la proclamation de l'indépendance, en juillet 1962, M. Bedjaoui, qui a publié la « Révolution algérienne », le « Droit », était nommé secrétaire général du gouvernement. Il occupa ensuite le poste de doyen à la Faculté de droit d'Alger, puis fut placé à la tête du conseil d'administration des chemins de fer algériens avant d'être nommé ministre de la justice en décembre 1964. Il occupa ce poste jusqu'en mai de juillet 1970.)

Rappelons que l'Algérie a demandé à Paris l'agrément pour la nomination de M. Bedjaoui comme ambassadeur en France (Le Monde daté 5-8 août).

Au Chili

LES ÉVÊQUES DÉNONCENT LA RECONSTITUTION DES GRANDES PROPRIÉTÉS

Santiago du Chili (A.F.P.). — Les évêques de l'Église catholique ont appelé les paysans chiliens à s'organiser afin de défendre leurs intérêts, dans un document publié mardi 14 août, à Santiago, à l'issue de la conférence épiscopale chilienne.

Les évêques dénoncent la reconstitution des grandes propriétés et la réappropriation de l'exploitation des paysans, après l'abolition, il y a un an, de la réforme agraire. Celle-ci, rappellent-ils, visait essentiellement à améliorer la condition sociale des paysans.

« Nous revenons à l'ancien système des latifundia », déclarent les évêques. Depuis le renversement du président socialiste Salvador Allende, en 1973, un tiers des terres expropriées sont officiellement retournées à leurs anciens propriétaires.

Près de dix millions d'hectares ont été expropriés au cours de l'application de la loi de la réforme agraire, selon les statistiques du ministère de l'agriculture.

Les évêques critiquent également l'économie libérale, prônée par le gouvernement du général Pinochet, « car le paysan ne se trouve pas à égalité pour participer au jeu de la libre concurrence ».

« Ils ont des droits et les hommes doivent défendre leurs droits et les principes de base de la doctrine sociale de l'Église », a déclaré Mgr Bernardino Pinera, secrétaire de la conférence épiscopale.

ÉTATS-UNIS

Commission de M. Young
faire perdre à M. Carter
le soutien
de l'électorat
noir ?

Le sénateur républicain M. James Eastland, président de la commission des affaires constitutionnelles du Sénat, a déclaré mardi 14 août, à Washington, que la commission allait examiner la constitutionnalité de la loi de 1964 sur le droit de vote, qui interdit la discrimination raciale dans le vote.

M. Eastland a déclaré que la commission allait examiner la constitutionnalité de la loi de 1964 sur le droit de vote, qui interdit la discrimination raciale dans le vote.

M. Eastland a déclaré que la commission allait examiner la constitutionnalité de la loi de 1964 sur le droit de vote, qui interdit la discrimination raciale dans le vote.

M. Eastland a déclaré que la commission allait examiner la constitutionnalité de la loi de 1964 sur le droit de vote, qui interdit la discrimination raciale dans le vote.

M. Eastland a déclaré que la commission allait examiner la constitutionnalité de la loi de 1964 sur le droit de vote, qui interdit la discrimination raciale dans le vote.

M. Eastland a déclaré que la commission allait examiner la constitutionnalité de la loi de 1964 sur le droit de vote, qui interdit la discrimination raciale dans le vote.

M. Eastland a déclaré que la commission allait examiner la constitutionnalité de la loi de 1964 sur le droit de vote, qui interdit la discrimination raciale dans le vote.

M. Eastland a déclaré que la commission allait examiner la constitutionnalité de la loi de 1964 sur le droit de vote, qui interdit la discrimination raciale dans le vote.